



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraites de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec le bureau de la Greffe au 613-764-5444, poste 242 ou par courriel à janglois-caisse@nationmun.ca.

NOUVEAU! QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Vous pouvez soumettre vos questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour en remplissant notre formulaire en ligne avant midi le jour de la réunion : <https://nationmun.ca/conseil-et-employes/conseil/proces-verbaux-et-ordres-du-jour#questions>.



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-05

Type : Ordinaire

Date : 27 février 2023

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 route 500 ouest, Casselman

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : **Sujet 8.1.1** Réception d'un don de Enbridge – Project zero

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Session Huis clos

5.1 Josée Brizard, DG-Greffière – Politique de vaccination des employés

Section 239(2)

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

f) les conseils qui sont protégés par le secret professionnel de l'avocat, y compris les communications nécessaires à cette fin;

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire du 13 février 2023.

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

7.1 Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la Bibliothèque municipale tenue le 10 novembre 2022.

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Richard J. Groulx, Chef Pompier

8.1.1 Réception d'un don de Enbridge – *Project zero*

8.2 Nadia Knebel, Trésorière

8.2.1 Rapport F-01-2023 – Autres déboursés

8.2.2 Rapport F-02-2023 – Rémunération et indemnités versées en 2022

8.2.3 Rapport F-07-2023 – Financement projets eau & égouts

8.2.4 Rapport F-08-2023 – Externalisation de la collecte de taxes en arrérages

8.2.5 WSIB 2023 pour les pompiers

8.3 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme

8.3.1 Rapport PLA-03-2023 – Remplacement du règlement pour les enceintes de piscines 80-2005

8.3.2 Rapport ZBL-3-2022-2 – modification au règlement de zonage dans le cadre du lotissement Oasis PH.3

8.4 Josée Brizard, DG-Greffière

8.4.1 Changement d'une réunion de conseil

9. Avis de motions proposées

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 18-2023 – enceintes de piscine

12.2 Règlement 19-2023 – règlement modifiant le règlement de zonage 2-2006 pour la propriété décrite comme le lotissement Oasis PH.3

12.3 Règlement 20-2023 - désignation de terrains non assujettis à la réglementation de partie de lot, applicable au lot 45 du plan 50M-316, décrit comme étant les parties 1 à 6 du plan 50R11398

12.4 Règlement 22-2023 – Coûts des taxes de ventes

12.5 Règlement 23-2023 – financement aqueduc de Limoges

12.6 Règlement 24-2023 – financement lagune de Limoges

12.7 Règlement 25-2023 – retrait de contrôle de partie de lot sur la rue Christian

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

14.1 Dons annuels pour les Clubs optimistes et les Clubs d'âge d'or

14.2 Demande de don – *Riceville Agricultural Society*

15. Rapports mensuels divers

15.1 BESO – Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO - *Watchfile*

16.2 ALUS Est de L'Ontario – Mémoire – Introduction au programme ALUS Est de l'Ontario

16.3 Municipalité Nipissing Ouest – Résolution au sujet du projet de loi 23

16.4 Conrad Lamadeleine – Lettre au sujet du Chemin du Théâtre

16.5 Leadership Féminin de Prescott Russell – Infolettre

16.6 Action Champlain - pétition au sujet du projet de Cimenterie près de L'Orignal

17. Événements à venir

17.1 3 mars 2023 – Club optimiste de St-Isidore – Bingo

17.2 4 mars 2023 – L'Union Culturelle des Franco-Ontariennes – Journée de la femme

17.3 7 mars 2023 – Réunion de Conseil extraordinaire

17.4 23 mars 2023 – Chambre de commerce de Prescott-Russell – Vin et fromage

17.5 27 mars 2023 – Réunion de conseil ordinaire

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

19. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-04

Type : Ordinaire

Date : 13 février 2023

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 route 500 ouest, Casselman

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

Aucun

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, oui

Conseiller quartier 1 Tim Stewart, oui

Conseiller quartier 2 Alain Mainville, oui

Conseiller quartier 3 Danik Forgues, oui

Conseiller quartier 4 Raymond Lalande, oui

Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui

Conseillère quartier 6 Marjorie Drolet, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière

Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Nadia Knebel, Trésorière

Marc Legault, Directeur des travaux publics

Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme, de la construction et de la réglementation
Daniel R. Desforges, Gérant de l'infrastructure environnementale

Membres du public présents

Aucun

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 44-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

Question d'un membre du public

Sujet 7.7.1

Par où vont passer les ambulances, la police, les camions de pompiers, autobus scolaires durant l'inondation sur le lac près de Bourget et entre Plantagenet et St-Isidore?

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 45-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Sujet 7.5.1 Conseiller Daniel Boisvenue déclare un conflit d'intérêt puisqu'il est pompier pour la municipalité de La Nation.

5. Adoption des procès-verbaux des réunions précédentes

5.1 Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire du 30 janvier 2023

Résolution : 46-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de l'assemblée suivante soit adopté tel que présenté:

- Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 30 janvier 2023.

Adoptée

6. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

7. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

7.1 Nadia Knebel, Trésorière

7.1.1 Rapport F-03-2023 – Items exclus du budget O. Reg 284.09

Résolution : 47-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil adopte le rapport F-03-2023 tel que présenté par la Trésorière.

Adoptée

7.1.2 Rapport F-04-2023 – Autorisation pour Revenu Québec

Résolution : 48-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le conseil accorde l'autorisation à Nadia Knebel, Trésorière, et à Rita Lalonde, Trésorière adjointe, d'obtenir un accès complet au compte de la Corporation de la Municipalité de la Nation auprès de Revenu Québec, effectif immédiatement.

Adoptée

7.1.3 Radiation d'impôts fonciers

Résolution : 49-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que les impôts fonciers pour les propriétés à l'annexe "A" ci-jointes soient radiées selon l'article 354 de la loi municipale de l'Ontario, 2001.

Adoptée

7.1.4 Rapport F-05-2023 – Révision taux de kilométrage

Résolution : 50-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée par la Trésorière dans son rapport F-05-2023.

Adoptée

7.2 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

7.2.1 Rapport PLA-02-2023 – Tour Rogers

Résolution : 51-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Marjorie Drolet

Attendue que le Conseil accepta la demande d'installation d'une tour de télécommunication au 1813 rue Calypso en novembre 2014, sous la résolution 641-2014 et que cette acceptation est venue échu après trois ans;

Et attendue que le Conseil accepta la demande de prolongement pour l'installation d'une tour de télécommunication au 1813 rue Calypso en novembre 2018, sous la résolution 656-2018 et que cette acceptation est venue échu après trois ans;

Qu'il soit résolu que le Conseil n'a pas d'objection au site proposé par Rogers Communications pour une tour de communications à 1813 rue Calypso, Limoges;

Qu'il soit aussi résolu que la municipalité considère que la demande est complète et qu'une lettre d'accord soit soumise à Rogers, pour une prolongation jusqu'au 30 septembre 2025

Adoptée

7.3 Marc Legault, Directeur des travaux publics

7.3.1 Rapport TP-03-2023 – Extension de contrats - carburant diesel

Résolution : 52-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée par le Directeur des travaux publics dans son rapport TP-03-2023.

Adoptée

7.3.2 Rapport TP-04-2023 – Achat de deux véhicules

Résolution : 53-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée par le Directeur des travaux publics dans son rapport TP-04-2023.

Adoptée

7.4 Daniel R. Desforges, Gérant de l'infrastructure environnementale

7.4.1 Rapport ENV-01-2023 – Cueillette de gros objets

Résolution : 54-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée par le Gérant de l'infrastructure environnementale dans son rapport ENV-01-2023.

Adoptée

7.5 Josée Brizard, DG-Greffière

7.5.1 Rapport AD-RH-02-2023 – Coût de la vie 2023-2026

Résolution : 55-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le conseil approuve une augmentation du coût de la vie pour la grille salariale des employés de 2,5% appliquée chaque année pour 2023, 2024, 2025 et 2026 à partir du 1^{er} janvier 2023, rétroactif.

Qu'il soit également résolu que le maire et les conseillers reçoivent un coût de la vie similaire à la grille salariale des employés de 2,5% appliqué chaque année pour 2023, 2024, 2025 et 2026 à partir du 1^{er} janvier 2023, rétroactif.

Adoptée

7.5.2 Lettre de soutien – Conservation Nation Sud – 2 milliards d'arbres

Résolution : 56-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le Mémoire au sujet de la Demande fédérale pour soutenir le rétablissement des boisés privés à la suite de la tempête de mai 2022.

Qu'il soit aussi résolu que le Maire soit autorisé à signer la lettre d'appui à la demande.

Adoptée

7.6 Eric Leroux, Surintendant au Drainage

7.6.1 Rapport de drainage – janvier 2023

Résolution : 57-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le rapport 2023-0104 de Leroux Consultant, le Surintendant de drainage, pour le mois de janvier 2023.

Adoptée

7.7 Raymond Lalande, Conseiller

7.7.1 Pont Albert Bélanger

Question d'un membre du public

Par où vont passer les ambulances, la police, les camions de pompiers, autobus scolaires durant l'inondation sur le lac près de Bourget et entre Plantagenet et St-Isidore?

8. Avis de motions proposées

9. Affaires découlant des réunions précédentes

10. Délégations

11. Demandes au comité de division de terrains de Prescott-Russell

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 2-2023 – régir les procédures du Conseil - abroger le règlement no 68-2021

12.2 Règlement 9-2023 – établir des redevances pour l'utilisation du réseau d'eau de la municipalité – St-Isidore

12.3 Règlement 10-2023 - établir des redevances pour l'utilisation du réseau d'eau de la municipalité – Limoges

12.4 Règlement 11-2023 - adopter des redevances annuelles estimées pour l'utilisation du réseau d'égouts de la municipalité

12.5 Règlement 12-2023 – pour adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2023

12.6 Règlement 13-2023 – pour établir les salaires et rémunération des employés

12.7 Règlement 14-2023 – pour modifier le règlement 122-2015 concernant la perception de taxes – eau et égouts – Limoges

12.8 Règlement 16-2023 – pour établir les salaires et rémunération des membres du Conseil Municipal

12.9 Règlement 17-2023 – pour nommer un Greffier adjoint par intérim

Résolution : 58-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que les règlement n° 2-2023, 9-2023, 10-2023, 11-2023, 12-2023, 13-2023, 14-2023, 16-2023 et 17-2023 tels que décrits à l'ordre du jour le 13 février 2023, soient lus et adoptés en première, deuxième, et troisième lecture.

- **Règlement 2-2023** - régir les procédures du Conseil - abroger le règlement no 68-2021
- **Règlement 9-2023**, établir des redevances pour l'utilisation du réseau d'eau de la municipalité – St-Isidore
- **Règlement 10-2023**, établir des redevances pour l'utilisation du réseau d'eau de la municipalité – Limoges
- **Règlement 11-2023**, adopter des redevances annuelles estimées pour l'utilisation du réseau d'égouts de la municipalité
- **Règlement 12-2023**, pour adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2023
- **Règlement 13-2023**, pour établir les salaires et rémunération des employés
- **Règlement 14-2023**, pour modifier le règlement 112-2015 concernant la perception de taxes – eau et égouts – Limoges
- **Règlement 16-2023**, pour établir les salaires et rémunération des membres du Conseil Municipal
- **Règlement 17-2023**, pour nommer un Greffier adjoint par intérim

Adoptée

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 59-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le conseil approuve les comptes payables jusqu'au 28 février 2023.

pièce justificative 3 : **294 987,65 \$**

Adoptée

14. Autres

14.1 Demande de don

Société historique et culturelle de St-Bernardin – Carnaval d'hiver 2023

Résolution : 60-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 1 500.00\$ à La Société historique et culturelle de St-Bernardin, 1 000.00\$ provenant du compte de don du Maire et 500.00\$ provenant du compte de don du quartier 1.

Adoptée

15. Rapports mensuels divers

15.1 BESO – Flambées en cours

15.2 Rapports trimestriels - eaux et eaux usées, octobre, novembre et décembre 2022

15.3 *Risk Management Official - Annual Report to the South Nation Source Protection Authority*

16. Correspondance

16.1 AMO - *Watchfile*

16.2 Canton de Montague – *World Thinking day*

16.3 MPAC – Rapport sur les partenariats avec les municipalités 2022

Suivre ce lien pour visionner le rapport: [Rapport sur les partenariats avec les municipalités 2022 \(mpac.ca\)](https://www.mpac.ca/rapport-sur-les-partenariats-avec-les-municipalites-2022)

16.4 Mémorandum Conservation Nation Sud – Journées des arbres gratuits pour la communauté - Partenariat municipal

16.5 Mémorandum Conservation Nation Sud – Signaler un problème – Fausses septiques

16.6 Maison Interlude – Communiqué de presse

16.7 *Lanark Highlands* – Résolution au sujet de la Violence contre les femmes

16.8 Ville de Brantford – Annulations de Via Rail

16.9 Secrétariat du Conseil du Trésor – Mémorandum du Ministre aux Chefs de Conseil

16.10 La stratégie et plan d'action de l'Ontario pour la gestion de situations d'urgence

16.11 Comté de Huron – Appel à l'action : Revue de la Loi sur le Cannabis

Résolution : 61-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l'ordre du jour du 13 février 2023 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

17.1 18 février 2023 – Comité des loisirs de Limoges – Festival d'hiver de Limoges

17.2 23 février 2023 – Club optimiste de St-Isidore – Bingo

17.3 27 février 2023 – réunion de Conseil ordinaire

18. Huis clos

19. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 62-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le règlement no 15-2023, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 13 février 2023, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

20. Ajournement

Résolution : 63-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **17h39**.

Adoptée



**Conseil d'administration de la Bibliothèque Publique de la
Municipalité de La Nation**

Procès-verbal

Réunion ordinaire

**Le jeudi 10 novembre, 2022 à 19h
Téléconférence**

Présences :
France Lamoureux, présidente
Suzanne Leblanc, membre
Chantal Normand, member
Pierrette Lavergne, membre
Yvon Quesnel, member
Danik Forgues, conseiller municipal
Jeanne Leroux, directrice générale

Regret / Regrets : Joanne Côté-Pilon, membre

1. Mot de la présidente La présidente déclare la réunion ouverte à 19 heures
2. Modifications à l'ordre du jour Aucun
3. Adoption de l'ordre du jour <i>Proposé par : Chantal Normand</i> <i>Secondé par : Yvon Quesnel</i>
4. Conflits d'intérêts Il n'y avait aucun conflit.
5. Adoption du procès-verbal du 13 octobre, 2022 <i>Proposé par : Suzanne Leblanc</i> <i>Secondé par : Pierrette Lavergne</i>
6. Questions découlant du procès-verbal du 13 octobre, 2022 Boîte de retour de livre à St Albert : Les ajustements furent apportés à la boîte. Un gros MERCI à Yvon !

Bibliothèques de rue pour Limoges :

Yvon travaillait toujours sur la confection des boites. Malheureusement un incident physique à fait que nous repoussons les travaux en 2023 à cause d'une période de convalescence.

7. Affaires découlant des réunions précédentes :

Aucun

8. Rapport de la directrice générale

Réalisations

Réunions importantes

Ateliers et congrès

Voir rapport en annexe

Sous-comité : Un sous-comité formé des membres, France Lamoureux, Pierrette Lavergne, Chantal Normand et Jeanne Leroux sera mis en place afin de réviser le poste vacant au sein du conseil d'administration. Notons que quatre (4) applications furent déposées. Une décision sera prise et transmise à la municipalité de La Nation.

9. Rapport financier

Que le rapport financier en date du 31 octobre, 2022 soit adopté tel que reçu

Proposée par : Chantal Normand

Appuyée par : Yvon Quesnel

10. Événement annuel saisonnière: Après une longue discussion, il fut convenue que la majorité préférerait recevoir une boîte de nourriture style "repas de Noël" de la Binerie, pour les employés et les membres du comité plutôt que d'aller à un restaurant, étant donné le retour de la covid et des risques reliés.

11. Date de réunion de 2023 : 9 février, 9 mars, 13 avril, 11 mai, 8 juin, 14 sept, oct 12 and nov.9, 2023.

12. Correspondance

Aucun

13. Prochaine réunion

Jeudi le 9 février, 2022 à 19 heures par téléconférence

14. Levée de l'assemblée

L'assemblée s'est terminée à 19h35

Proposée par : Suzanne Leblanc

Appuyée par : Pierrette Lavergne



Bibliothèque Publique de la Municipalité de La Nation

Rapport de la directrice générale

Octobre

Réalisations

Imprimante 3D : On travaille toujours sur l'opération des imprimantes. Une imprimante est déjà installée à St Albert et une à St Isidore. Celle de Limoges sera installée prochainement

Mise à jour connectivité : Malheureusement ce qui était prévu pour la fin octobre a été annulé par l'agence qui est chargée de l'activation en coopération avec Bell Canada. Pour le moment, c'est prévu pour mercredi 23 novembre à Limoges et pour jeudi 24 novembre à St Albert. Pour Limoges, le filage est actuellement installé alors il reste seulement l'activation

Bouton de panique : Bonne nouvelle. Nous avons maintenant des boutons de panique stables et mobiles dans les trois (3) succursales.

Orientation pour le Conseil municipal 2022-2026 : Mercredi le 9 novembre dernier, nous avons présenté les services et informations de la bibliothèque à tous les autres services de la municipalité. Une filière avec les informations sur les bibliothèques publiques de l'Ontario, une plume et un porte-clés avec le logo de La Nation faite sur notre imprimante ont été remis à chaque membre du Conseil municipal.

Annonce pour nouveau membre du Conseil d'administration de la bibliothèque : Suite à l'annonce sur Facebook, nous avons reçu trois (3) applications. Pour faire une sélection, il serait possiblement préférable d'avoir un sous-comité pour réviser les applications et faire une recommandation qui sera ensuite présentée au Conseil municipal par la directrice générale

Achat de livres : On participe à la vente de livres au Nepean Sportsplex organisé par les conseils scolaires d'Ottawa, soit le mercredi 7 décembre 2022

Bricolage de Noël : On travaille maintenant sur la confection des bricolages pour les trois (3) succursales

Succursale Limoges Branch : La succursale de Limoges a été fermée vendredi 4 novembre et samedi 5 novembre étant donné l'incertitude des événements autour des employé(e)s du Conseil scolaire catholique

Succursale St Albert Branch : Nous avons commencé nos visites à l'école St Albert. On emporte une caisse de livres au nom du professeur. Ensuite on fait un échange de livres chaque mois



RAPPORT DU SERVICE DES FINANCES

Numéro du rapport : F-01-2023

Sujet : Autres déboursés

Préparé par : Nadia Lockhart-Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale - Greffière

Date: le 27 février 2023

INTRODUCTION

Pendant l'année, certains paiements sont tirés à même le compte de banque par retraits préautorisés. La majorité de ces paiements sont pour la paie, des prêts, ou des frais tels des locations d'équipements. Le détail de ces autres déboursés pour l'année 2022 se retrouve dans la pièce jointe. Tous les autres paiements faits par la municipalité ont été passés pendant l'année dans les « voucher » des payables.

PIÈCE JOINTE

Détail des autres déboursés pendant l'année 2022.

CONCLUSION

Il est recommandé que le conseil approuve la liste des autres déboursés pour 2022.

Nadia Lockhart-Knebel, CPA, CA
Trésorière

MUNICIPALITÉ DE LA NATION

Autres déboursés / Other Disbursements

Du 1 janvier 2022 au 31 décembre 2022 / January 1, 2022 to December 31, 2022

DATE	DESCRIPTION	MONTANT / AMOUNT	TOTAL	COMMENTAIRES / COMMENTS
PAIE - 2022 - PAYROLL				
01/13/22	Payroll Run 613: 12/25/2021 - 01/07/2022	121,290.03		
01/27/22	Payroll Run 616: 01/08/2022 - 01/21/2022	117,450.94		
02/10/22	Payroll Run 620: 01/22/2022 - 02/04/2022	117,224.38		
02/24/22	Payroll Run 621: 02/05/2022 - 02/18/2022	121,820.49		
03/10/22	Payroll Run 622: 02/19/2022 - 03/04/2022	126,186.70		
03/24/22	Payroll Run 624: 03/05/2022 - 03/18/2022	122,887.72		
04/07/22	Payroll Run 626: 03/19/2022 - 04/01/2022	119,115.99		
04/21/22	Payroll Run 629: 04/02/2022 - 04/15/2022	116,789.68		
05/05/22	Payroll Run 630: 04/16/2022 - 04/29/2022	119,996.58		
05/19/22	Payroll Run 634: 04/30/2022 - 05/13/2022	126,555.07		
06/02/22	Payroll Run 635: 05/14/2022 - 05/27/2022	125,113.71		
06/16/22	Payroll Run 638: 05/28/2022 - 06/10/2022	127,123.61		
06/30/22	Payroll Run 638: 06/11/2022 - 06/24/2022	130,988.20		
07/14/22	Payroll Run 641: 06/25/2022 - 07/08/2022	132,553.82		
07/28/22	Payroll Run 643: 07/09/2022 - 07/22/2022	129,434.92		
08/11/22	Payroll Run 648: 07/23/2022 - 08/05/2022	131,010.46		
08/25/22	Payroll Run 652: 08/06/2022 - 08/19/2022	136,562.26		
09/08/22	Payroll Run 656: 08/20/2022 - 09/02/2022	132,786.31		
09/22/22	Payroll Run 665: 09/03/2022 - 09/16/2022	132,842.67		
10/03/22	Payroll Run 670: 01/01/2022 - 09/02/2022	59,990.04		
10/06/22	Payroll Run 675: 09/17/2022 - 09/30/2022	137,061.15		
10/20/22	Payroll Run 678: 10/01/2022 - 10/14/2022	141,228.53		
11/03/22	Payroll Run 679: 10/15/2022 - 10/28/2022	151,613.33		
11/17/22	Payroll Run 681: 10/29/2022 - 11/11/2022	135,833.61		
12/01/22	Payroll Run 685: 11/12/2022 - 11/25/2022	133,412.62		
12/14/22	Payroll Run 689: 11/27/2021 - 11/22/2022 POMPIERS	205,766.07		
12/15/22	Payroll Run 694: 11/26/2022 - 12/09/2022	140,886.88		27 périodes de paie + paie des pompiers
12/29/22	Payroll Run 700: 12/10/2022 - 12/23/2022	197,369.66	3,690,895.43	27 pay periods + firemen pay
FRAIS - INTERAC - FEES				
01/03/22	MONTHLY INTERAC FEES - PANDA PAY	88.08		
02/01/22	MONTHLY INTERAC FEES	68.73		
03/01/22	MONTHLY INTERAC FEES	52.71		
04/01/22	MONTHLY INTERAC FEES	164.14		
05/04/22	MONTHLY INTERAC FEES	177.61		
06/01/22	MONTHLY INTERAC FEES	112.77		
07/27/22	MONTHLY INTERAC FEES	124.47		
08/01/22	MONTHLY INTERAC FEES	125.48		
09/01/22	MONTHLY INTERAC FEES	133.18		
10/03/22	MONTHLY INTERAC FEES	93.44		
11/01/22	MONTHLY INTERAC FEES	214.60		
12/01/22	MONTHLY INTERAC FEES	165.93	1,521.14	
DERNIER PAIEMENT TIMBREUSE - STAMP MACHINE LAST PAYMENT				
03/01/22	CWB STAMP MACHINE LEASING		237.27	Machine remplacé - payé avec les payables. Machine replaced - paid through payables.
VISUAL TOUCH POS				
01/06/22	VISUAL TOUCH POS	282.50		
02/07/22	VISUAL TOUCH POS	282.50		
03/07/22	VISUAL TOUCH POS	282.50		
04/05/22	VISUAL TOUCH POS	282.50		
05/09/22	VISUAL TOUCH POS	282.50		
06/06/22	VISUAL TOUCH POS	282.50		
07/11/22	VISUAL TOUCH POS	282.50		
08/05/22	VISUAL TOUCH FEES	282.50		
09/06/22	VISUAL TOUCH POS	282.50		
10/05/22	VISUAL TOUCH POS	282.50		
11/14/22	VISUAL TOUCH POS	282.50		Écran tactile au Sports Bar de l'aréna.
12/05/22	VISUAL TOUCH POS	282.50	3,390.00	Touch screen at arena Sports bar.
LOCATION MACHINE INTERAC / INTERAC MACHINE LEASING				
01/13/22	JAN. FEB. & MARCH - INTERAC FEES	1,076.33		
04/01/22	JANUARY, FEBRUARY, MARCH - EQUIPMENT INTERAC FEES	1,076.33		
07/04/22	INTERAC FEES GC LEASING ONTARIO INC	1,076.33		
10/03/22	JULY, AUG. & SEPT.-INTERAC FEES	1,076.33	4,305.32	

DATE	DESCRIPTION	MONTANT / AMOUNT	TOTAL	COMMENTAIRES / COMMENTS
PAIEMENT DE PRÊT DÔME DE SEL / SALT DOME LOAN PAYMENT				
01/04/22	LOAN PAYMENT - SALT DOME	2,145.71		
02/01/22	LOAN PAYMENT - SALT DOME	2,145.71		
03/01/22	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
04/01/22	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
05/02/22	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
06/01/22	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
07/04/22	LOAN PMT SALT DOME	2,145.71		
08/01/22	LOAN PMT SALT DOME	2,145.71		
09/01/22	LOAN PMT - SALT DOME	2,145.72		
10/03/22	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
11/01/22	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
12/01/22	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71	25,748.53	
CASE WHEEL LOADER 2019				
01/10/22	CNH-CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721F-2019	2,880.84		
02/08/22	CNH-CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721F-2019	2,880.84		
03/08/22	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2019	2,880.84		
04/08/22	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2019	2,880.84		
05/09/22	CNH CAPITAL CDA-CASE LOADER 721G-2019	2,880.84		Contrat de location terminé pour cet équipement. Il a été remplacé en 2022, voir prochain item sur cette liste.
06/08/22	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2019	2,880.84		
07/08/22	CNH CAPITAL CDA - CASE WHEEL LOADER 721G-2019	2,880.84		
08/08/22	Paiement /CNH CAPITAL CDA	2,880.84		
09/06/22	CNH CAPITAL CDA - CASE WHEEL LOADER 721G-2019	2,880.84		Lease contract entded for this equipment. It was replaced in 2022, see next item on this list.
10/11/22	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2019	2,880.96	28,808.52	
CASE WHEEL LOADER 2022				
12/02/22	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2022		4,390.70	2e paiement, premier fait par chèque donc passé dans les payables. 2nd payment, first done by cheque so went through AP.
2020 JOHN DEER MOTOR GRADER				
01/04/22	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
02/01/22	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
03/01/22	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
04/01/22	BRANDT FINANCE-2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
05/02/22	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
06/01/22	BRANDT FINANCE-2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
07/04/22	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEERE MOTOR GRADER	6,539.59		
08/01/22	BRANDT FINANCE - 2020 JOHM DEERE MOTOR GRADER	6,539.59		
09/01/22	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEERE MOTOR GRADER	6,539.59		
10/03/22	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
11/01/22	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
12/01/22	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59	78,475.08	
COMPLEXE LIMOGES - INTRÊTS EMPRUNT PROGRESSIF / INTEREST PROGRESS LOAN				
08/01/22	INFRASTRUCTURE ONTARIO LOAN COMPLEXE LIMOGES	2,166.52		
09/01/22	INFRASTRUCTURE ONTARIO LOAN COMPLEXE	4,871.76		Premier retrait fait en juillet 2022, donc intérêts chargés à partir d'août.
10/03/22	INFRASTRUCTURE ONTARIO LOAN COMPLEXE	5,630.62		
11/01/22	COMPLEXE LIMOGES	11,932.93		First draw done in July 2022, therefore interest charged as of August.
12/01/22	INFRASTRUCTURE ONTARIO - COMPLEXE LIMOGES	24,862.99	49,464.82	
PAIEMENT DE PRÊT - FLEET 2014 - LOAN PAYEMENT				
01/04/22	LOAN PAYMENT - FLEET 2014	3,432.94		
02/01/22	LOAN PAYMENT - FLEET 2014	3,432.94		
03/01/22	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
04/01/22	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
05/02/22	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
06/01/22	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
07/04/22	LOAN PMT - FLEET 2014	3,432.94		
08/01/22	LOAN PMT - FLEET 2014	3,432.93		
09/01/22	LOAN PMT - FLEET 2014	3,432.93		
10/03/22	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
11/01/22	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
12/01/22	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94	41,195.26	
PAIEMENT DE PRÊT - INNOVATION GARAGE & SALT DOME - LOAN PAYEMENT				
01/04/22	LOAN PAYMENT - INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
02/01/22	LOAN PAYMENT - INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
03/01/22	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
04/01/22	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
05/02/22	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
06/01/22	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
07/04/22	LOAN PMT - INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.59		
08/01/22	LOAN PMT - INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.59		
09/01/22	LOAN PMT - INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.59		
10/03/22	LOAN PAYMENT-INNOV GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
11/01/22	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
12/01/22	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60	187,987.17	

DATE	DESCRIPTION	MONTANT / AMOUNT	TOTAL	COMMENTAIRES / COMMENTS
EAU / WATER ST-ISIDORE				
08/31/22	VIREMENT AU COMPTE 60201 REMB. WATER ST-ISIDORE 2021-2022 MIT SUR CAPITAL DU PRET	17,507.07		
12/05/22	VIREMENT - ACCESD INTERNET / A 60201 EOP POUR REMB. MARGE POUR PAIEMENT pr-11 EN JUILLET	160,000.00	177,507.07	
PAIEMENT DE PRÊT - ARENA EXPANSION - LOAN PAYEMENT				
06/15/22	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	20,196.00		
12/15/22	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	20,196.00	40,392.00	
PAIEMENT DE PRÊT - EAU / WATER LIMOGES - LOAN PAYEMENT				
02/28/22	PR1-SHORT TERM LIABILITY	34,136.04		
02/28/22	PR2-SHORT TERM LIABILITY	34,136.04		
03/30/22	PR1-SHORT TERM LIABILITY	34,136.04		
03/30/22	PR2-SHORT TERM LIABILITY	34,136.04		
05/02/22	PR1-SHORT TERM LIABILITY	34,136.04		
05/02/22	PR2-SHORT TERM LIABILITY	34,136.04		
05/30/22	PR1-SHORT TERM LIABILITY	34,136.04		
05/30/22	PR2-SHORT TERM LIABILITY	34,136.04		
06/30/22	Loan pmt PR1 CP - Limoges Water	34,136.04		
06/30/22	Loan pmt PR2 CP - Limoges Water	34,136.04		
08/30/22	LOAN PR1-CP - LIMOGES WATER #1	68,272.08		
08/30/22	LOAN PR2-CP - LIMOGES WATER #2	68,272.08		
09/30/22	LOAN PR-1-CP - LIMOGES WATER #1	34,136.04		
09/30/22	LOAN PR-2-CP - LIMOGES WATER #2	34,136.04		
10/31/22	Loan pmt PR1 CP Limoges Water	34,136.04		
10/31/22	Loan pmt PR2 CP Limoges Water	34,136.04		
11/30/22	Loan pmt PR1 CP Limoges Water	34,136.04		
11/30/22	Loan pmt PR2 CP Limoges Water	34,136.04		
12/30/22	Loan PR1 CP Limoges Water	34,136.04		Prêt temporaire nouveau conduit d'eau.
12/30/22	Loan PR2 CP - Limoges Water	34,136.04	750,992.88	New watermain temporary loan.
PAIEMENT DE PRÊT - PANNEAUX SOLAIRES / SOLAR PANELS - LOAN PAYMENT				
06/15/22	SOLAR PANEL LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE		37,154.36	Dernier paiement pour ce prêt. Last payment for this loan.
PAIEMENT DE PRÊT - VEHICLES FLEET 2013 - LOAN PAYEMENT				
06/16/22	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	39,607.16		
12/15/22	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	39,607.16	79,214.32	
PAIEMENT DE PRÊT - 2013LIMOGES FIRE HALL - LOAN PAYEMENT				
06/15/22	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	43,893.76		
12/15/22	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	43,893.76	87,787.52	
PAIEMENT DE PRÊT - LIMOGES LAGOON - LOAN PAYEMENT				
06/30/22	Loan pmt PR3 CP - Limoges Sewer	44,928.45		
10/31/22	Loan pmt PR3 CP Limoges Lagoon	44,928.45		
11/30/22	Loan pmt PR3 CP Limoges Lagoon	44,928.45		
12/30/22	Loan PR3 CP - Limoges Sewer	44,928.45		
09/30/22	LOAN PR-3-CP - LIMOGES LAGOON	44,928.45		
02/28/22	PR3- SHORT TERM LIABILITY	44,928.45		
05/02/22	PR3-SHORT TERM LIABILITY	44,928.45		
05/30/22	PR3-SHORT TERM LIABILITY	44,928.45		
03/30/22	PR3-SHORT TERM LIABILITY	44,928.45		Prêt temporaire lagune.
08/30/22	LOAN PR3-CP - LIMOGES LAGOON	89,856.90	494,212.95	Lagoon temporary loan.
PAIEMENT DE PRÊT CALYPSO EAU & ÉGOUTS / LOAN PAYEMENT CALYPSO WATER & SEWER				
10/17/22	LOAN PAYMENT O I CALYPSO	45,491.22		
04/18/22	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	45,491.22		
10/17/22	LOAN PAYMENT ONT INF CALYPSO	119,250.76		
04/18/22	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	119,250.76	329,483.96	
PAIEMENT DE PRÊT - FOREST PARK - LOAN PAYEMENT				
10/17/22	LOAN PAYMENT I.O FOREST PARK	61,029.39		
04/18/22	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	61,029.39	122,058.78	
AUTRE / OTHER				
05/11/2022	CDW PAYMENT OF INVOICE		2,012.79	Pas sur le voucher car cheque fait après que le voucher soit imprimée. Not on voucher bcs chq made after voucher printed.
GRAND TOTAL			6,237,235.87	



RAPPORT DU SERVICE DES FINANCES

Numéro du rapport : F-02-2023

Sujet : Rémunération et indemnités versées en 2022

Préparé par : Nadia Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale - Greffière

Date: le 27 février 2023

INTRODUCTION

En vertu de l'article 284(1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités, L.O. 2001, chap. 25*, et ses amendements, au plus tard le 31 mars de chaque année, le trésorier d'une municipalité remet au conseil de celle-ci un état détaillé de la rémunération et des indemnités versées l'année précédente.

- (a) Chaque membre du conseil municipal, à l'égard des services offerts en sa qualité de membre du conseil ou d'un autre organisme, y compris un conseil local, auquel il a été nommé par le conseil municipal ou auprès duquel il occupe une charge du fait qu'il est membre du conseil municipal;

PIÈCES JOINTES

Annexe A – Rémunération et indemnités versées aux membres du Conseil

Annexe B – Rémunération et indemnités versées au membre d'un conseil local

RECOMMANDATION

Que le conseil accepte et approuve le rapport F-02-2023 concernant l'état des rémunérations et des frais versés l'année précédente aux membres du conseil et aux membres d'un conseil local. Que le rapport soit affiché sur le site Web de la municipalité.

Nadia Lockhart-Knebel, CPA, CA
Trésorière

ANNEXE A / SCHEDULE A



SALAIRES ET ALLOCATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL POUR 2022 2022 MEMBERS OF COUNCIL SALARIES AND ALLOWANCES

	SALAIRE DE BASE	ALLOCATION COMMUNICATION	DÉPLACEMENT	INSCRIPTION CONVENTION	DÉPENSES CONVENTIONS	
NOM / NAME	BASE SALARY	COMMUNICATION ALLOWANCE	MILEAGE	CONVENTION REGISTRATION	CONVENTION EXPENSES	TOTAL
<i>BY-LAW NO. 14-2020</i>						
FRANCOIS ST-AMOUR	45,890.58			-	-	45,890.58
ALAIN MAINVILLE	29,180.01			152.64	144.92	29,477.57
FRANCIS BRIERE	32,204.72			152.64	1,703.01	34,060.37
DANIK FORGUES	29,180.01			152.64	2,095.16	31,427.81
MARIE-NOËLLE LANTHIER	25,424.10		100.68	989.65	2,511.99	29,026.42
DANIEL BOISVENUE	3,755.92			152.64	-	3,908.56
MARJORIE DROLET	3,755.92			152.64	-	3,908.56
RAYMOND LALANDE	3,755.92			152.64	-	3,908.56
TIMOTHY STEWART	3,755.92			-	250.51	4,006.43
TOTAL	176,903.10	-	100.68	1,905.49	6,705.59	185,614.86

ANNEXE B / SCHEDULE B



RÉMUNÉRATION ET DES INDEMNITÉS DES MEMBRES D'UN CONSEIL LOCAL POUR 2022

2022 MEMBERS OF A LOCAL BOARD REMUNERATION AND EXPENSES

	<u>DÉPLACEMENT / MILEAGE</u>
LAVERGNE PIERRETTE	175.00
COTE-PILON JOANNE	75.00
LAMOUREUX France	200.00
NORMAND CHANTAL	150.00
LEBLANC SUZANNE	175.00
QUESNEL YVON	200.00
TOTAL	975.00



RAPPORT DU SERVICE DES FINANCES

Numéro du rapport : F-07-2023

Sujet : Financement projets eau & égouts

Préparé par : Nadia Lockhart-Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale - Greffière

Date: le 27 février 2023

INTRODUCTION

Lors de l'élaboration du budget de 2022, le conseil avait établi de financer les projets d'infrastructure d'eau et d'égouts. En janvier 2022, le conseil a approuvé l'obtention de financement temporaire afin de financer les coûts pendant l'année. Les projets sont maintenant terminés et les emprunts temporaire doivent être convertis en emprunts à long terme principalement parce que les emprunts temporaires sont à un taux variable qui est grandement affecté par les changements dans le taux directeur. Le but de ce rapport est d'informer le conseil du montant précis des emprunts ainsi que de l'impact financier.

FINANCEMENT

Les emprunts temporaires sont avec la Caisse Populaire et c'est la Caisse qui avait les meilleurs taux pour un prêt avec option de remboursement annuel supplémentaire. Il est recommandé que la municipalité reste avec la Caisse et qu'on convertisse les emprunts temporaires en emprunts à long-terme.

IMPACT FINANCIER

EAU – CONDUIT D'EAU DE CHENEY À LIMOGES

Le coût du projet est de 15 432 240 \$ moins le montant de la réserve de 2 610 124 \$. Donc, le coût net, et le montant de l'emprunt, est de 12 822 116 \$. L'impact d'un tel emprunt est :

Terme	Taux d'intérêts	Paiement annuel	Intérêts 2023
240	4.86%	1,003,581	462,700
300	4.86%	886,976	464,130

ÉGOUTS – MISE À NIVEAU DE LA LAGUNE & SPS #1

Le coût du projet est de 12 186 411 \$ moins le montant de la réserve de 1 864 829 \$. Donc, le coût net, et le montant de l'emprunt, est de 10 321 582 \$. L'impact d'un tel emprunt est :

Terme	Taux d'intérêts	Paiement annuel	Intérêts 2023
240	4.86%	807,866	372,465
300	4.86%	714,000	373,617

CONCLUSION

Il est recommandé que les projets soient financés avec la Caisse Populaire. Compte tenu que nous avons l'option de faire des remboursements supplémentaires sur une base annuelle, un terme de 300 mois avec un amortissement de 60 mois est recommandé. Les règlements nécessaires pour l'obtention des prêts ont été soumis pour l'approbation du conseil et sont en annexe ainsi que le recalcul de la limite d'emprunt.

Nadia Lockhart-Knebel, CPA, CA
Trésorière

ANNEXE A – Règlements

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. XX-2023

A By-Law to authorize certain new capital works for The Nation Municipality to authorize the submission of an application to Desjardins Ontario for financing of such new capital works and of certain other ongoing capital works; to authorize long-term borrowing from Desjardins Ontario in connection with the upgrade and the construction of the Limoges water works.

WHEREAS the *Municipal Act, 2001* (Ontario), as amended, (the “**Act**”) provides that a municipal power shall be exercised by by-law unless the municipality is specifically authorized to do otherwise;

WHEREAS the *Municipal Act, 2001*, as amended, (the “**Act**”) provides that a municipality may incur a debt for municipal purposes, whether by borrowing money or in any other way, and may issue debentures and prescribed financial instruments and enter prescribed financial agreements for or in relation to the debt;

AND WHEREAS the Council of the The Corporation of The Nation Municipality (the “**Municipality**”) has authorized the upgrade and the construction of the Limoges water works (the “**New Capital Works**”);

AND WHEREAS before authorizing the New Capital Works, the Municipality, in accordance with section 4 of Ontario Regulation 403/02 (the “**Regulation**”), had its Treasurer update its then most recent annual debt and financial obligation limit received from the Ministry of Municipal Affairs and Housing (as so updated, the “**Prior Updated Limit**”), and, on the basis of the authorized estimated expenditure for the New Capital Works, the Treasurer determined that the estimated annual amount payable in respect of the New Capital Works, would not cause the Municipality to exceed the prior updated limit ,and accordingly the approval of the Local Planning Appeal Tribunal pursuant to the Regulation, was not required before any such New Capital Work was authorized by the Council of the Municipality;

AND WHEREAS it is now deemed to be expedient to authorize for the purposes of the Municipality the New Capital Works in the amount of the respective expenditure of \$12,822,116.00, subject in each case to approval by **Desjardins** Ontario for the financing of such New Capital Works requested by the Municipality at the interest rate of 4.86%.

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

The Council of the Municipality hereby confirms, ratifies and approves the execution by the Treasurer of the Application and the submission by such authorized official of the Application, duly executed by such authorized official, to **Desjardins Ontario** for the financing of the Capital Work(s) in the maximum aggregate principal amount of \$12,822,116.00 substantially, with such changes thereon as such authorized official may hereafter approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.

1.
 - (a) The undertaking of the New Capital Work in the amount of the respective New Capital Work Authorized Expenditure is hereby approved and authorized;
 - (b) any one or more of the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to conclude contracts on behalf of the Municipality for the undertaking of the New Capital Work, in accordance with the Municipality's usual protocol;
 - (c) where applicable, the Engineer of the Municipality will forthwith make such plans, profiles and specifications and furnish such information as in the opinion of the Engineer are necessary for the undertaking of the New Capital Work; and
 - (d) where applicable, the undertaking of the New Capital Work, shall be carried on and executed under the superintendence and according to the direction and orders of such Engineer.
2. The Mayor and the Treasurer are hereby authorized to negotiate and enter into, execute and deliver for and on behalf of the Municipality a financing agreement (a "**Financing Agreement**") with **Desjardins Ontario** that provides for long-term borrowing from **Desjardins Ontario** under the authority of this By-law in respect of the Capital Works on such terms and conditions as such authorized officials may approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.
3. Subject to the terms and conditions of the Financing Agreement and such other terms and conditions as **Desjardins Ontario** may otherwise require, the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to long-term borrow for the New Capital Works and to issue debentures to **Desjardins Ontario** on the terms and conditions provided in the Financing Agreement and on such other terms and conditions as such authorized officials may agree (the "**Debentures**"); provided that the principal amount of the Debentures issued in respect of the New Capital Works does not exceed the Authorized Expenditure and does not exceed the related loan amount set out, as the case may be, in respect of such New Capital Works.
4. For the purposes of meeting the Obligations, the Municipality shall provide for raising in each year as part of the general levy, the amounts of principal and interest payable in each year under any Debenture outstanding pursuant to the Financing Agreement, to the extent that the amounts have not been provided for by any other available source including other taxes or fees or charges imposed on persons or property by a by-law of any municipality.
5. The Mayor and Treasurer are hereby authorized to enter into, execute and deliver the Financing Agreement and to issue the Debentures, one or more of the Clerk and the Treasurer are hereby authorized to generally do all things and to execute all other documents and papers in the name of the Municipality in order to perform the Obligations of the Municipality under the Financing Agreement, to request and receive any temporary borrowing and to issue the Debentures, and the Treasurer is authorized to affix the Municipality's municipal seal to any such documents and papers.

READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON THE THIRD READING THIS 27TH DAY OF FEBRUARY 2023.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. XX-2023

A By-Law to authorize certain new capital works for The Nation Municipality to authorize the submission of an application to Desjardins Ontario for financing of such new capital works and of certain other ongoing capital works; to authorize long-term borrowing from Desjardins Ontario in connection with the upgrade and the construction of the Limoges sewage works.

WHEREAS the *Municipal Act, 2001* (Ontario), as amended, (the “**Act**”) provides that a municipal power shall be exercised by by-law unless the municipality is specifically authorized to do otherwise;

AND WHEREAS subsection 401(1) of the Act provides that a municipality may incur a debt for municipal purposes, whether by borrowing money or in any other way, and may issue debentures and prescribed financial instruments and enter prescribed financial agreements for or in relation to the debt;

AND WHEREAS the Council of the The Corporation of The Nation Municipality (the “**Municipality**”) has authorized the upgrade and the construction of the Limoges sewage works (the “**Capital Works**”);

AND WHEREAS before authorizing the Capital Works, the Municipality, in accordance with section 4 of Ontario Regulation 403/02 (the “**Regulation**”), had its Treasurer update its then most recent annual debt and financial obligation limit received from the Ministry of Municipal Affairs and Housing (as so updated, the “**Prior Updated Limit**”), and, on the basis of the authorized estimated expenditure for the Capital Works, the Treasurer determined that the estimated annual amount payable in respect of the Capital Works, would not cause the Municipality to exceed the prior updated limit ,and accordingly the approval of the Local Planning Appeal Tribunal pursuant to the Regulation, was not required before any such Capital Work was authorized by the Council of the Municipality;

AND WHEREAS it is now deemed to be expedient to authorize for the purposes of the Municipality the Capital Work in the amount of the respective estimated expenditure of \$10,321,582.00, subject in each case to approval by **Desjardins Ontario** of the financing for such Capital Work requested by the Municipality at the interest rate of 4.86%.

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

The Council of the Municipality hereby confirms, ratifies and approves the execution by the Treasurer of the Application and the submission by such authorized official of the Application, duly executed by such authorized official, to **Desjardins Ontario** for the financing of the Capital Work(s) in the maximum aggregate principal amount of \$10,321,582.00 substantially, with such changes thereon as such authorized official may hereafter approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.

1. (a) The undertaking of the Capital Work, in the amount of the respective Capital Work Authorized Expenditure is hereby approved and authorized;

- (b) any one or more of the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to conclude contracts on behalf of the Municipality for the undertaking of the Capital Work, in accordance with the Municipality's usual protocol;
 - (c) where applicable, the Engineer of the Municipality will forthwith make such plans, profiles and specifications and furnish such information as in the opinion of the Engineer are necessary for the undertaking of the Capital Work; and
 - (d) where applicable, the undertaking of the Capital Work, shall be carried on and executed under the superintendence and according to the direction and orders of such Engineer.
2. The Mayor and the Treasurer are hereby authorized to negotiate and enter into, execute and deliver for and on behalf of the Municipality a financing agreement (a "**Financing Agreement**") with **Desjardins Ontario** that provides for long-term borrowing from **Desjardins Ontario** under the authority of this By-law in respect of the Capital Works on such terms and conditions as such authorized officials may approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.
 3. Subject to the terms and conditions of the Financing Agreement and such other terms and conditions as **Desjardins Ontario** may otherwise require, the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to long-term borrow for the Capital Works and to issue debentures to **Desjardins Ontario** on the terms and conditions provided in the Financing Agreement and on such other terms and conditions as such authorized officials may agree (the "**Debentures**"); provided that the principal amount of the Debentures issued in respect of each Capital Work does not exceed the Capital Work Authorized Expenditure and does not exceed the related loan amount set out, as the case may be, in respect of such Capital Work.
 4. For the purposes of meeting the Obligations, the Municipality shall provide for raising in each year as part of the general levy, the amounts of principal and interest payable in each year under any Debenture outstanding pursuant to the Financing Agreement, to the extent that the amounts have not been provided for by any other available source including other taxes or fees or charges imposed on persons or property by a by-law of any municipality.
 5. The Mayor and Treasurer are hereby authorized to enter into, execute and deliver the Financing Agreement and to issue the Debentures, one or more of the Clerk and the Treasurer are hereby authorized to generally do all things and to execute all other documents and papers in the name of the Municipality in order to perform the Obligations of the Municipality under the Financing Agreement, to request and receive any temporary borrowing and to issue the Debentures, and the Treasurer is authorized to affix the Municipality's municipal seal to any such documents and papers.

READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON THE THIRD READING THIS 27TH DAY OF FEBRUARY 2023.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

ANNEXE B – Limite annuelle de remboursements 2022



Ministry of Municipal Affairs and Housing
777 Bay Street,
Toronto, Ontario M5G 2E5

Ministère des affaires municipales et du logement
777 rue Bay,
Toronto (Ontario) M5G 2E5

2022 ANNUAL REPAYMENT LIMIT

(UNDER ONTARIO REGULATION 403 / 02)

MMAH CODE:	67614
MUNID:	02011
MUNICIPALITY:	The Nation M
UPPER TIER:	Prescott and Russell UCo
REPAYMENT LIMIT:	\$ 3,241,275

The repayment limit has been calculated based on data contained in the 2020 Financial Information Return, as submitted to the Ministry. This limit represents the maximum amount which the municipality had available as of December 31, 2020 to commit to payments relating to debt and financial obligation. Prior to the authorization by Council of a long term debt or financial obligation, this limit must be adjusted by the Treasurer in the prescribed manner. The limit is effective January 01, 2022

FOR ILLUSTRATION PURPOSES ONLY,

The additional long-term borrowing which a municipality could undertake over a 5-year, a 10-year, a 15-year and a 20-year period is shown.

If the municipalities could borrow at 5% or 7% annually, the annual repayment limits shown above would allow it to undertake additional long-term borrowing as follows:

5% Interest Rate	
(a) 20 years @ 5% p.a.	\$ 40,393,451
(a) 15 years @ 5% p.a.	\$ 33,643,326
(a) 10 years @ 5% p.a.	\$ 25,028,266
(a) 5 years @ 5% p.a.	\$ 14,033,024
7% Interest Rate	
(a) 20 years @ 7% p.a.	\$ 34,338,114
(a) 15 years @ 7% p.a.	\$ 29,521,254
(a) 10 years @ 7% p.a.	\$ 22,765,359
(a) 5 years @ 7% p.a.	\$ 13,289,867

DETERMINATION OF ANNUAL DEBT REPAYMENT LIMIT

(UNDER ONTARIO REGULATION 403/02)

MUNICIPALITY:

The Nation M

MMAH CODE:

67614

		1
		\$
Debt Charges for the Current Year		
0210	Principal (SLC 74 3099 01)	996,494
0220	Interest (SLC 74 3099 02)	382,933
0299	Subtotal	1,379,427
0610	Payments for Long Term Commitments and Liabilities financed from the consolidated statement of operations (SLC 42 6010 01)	0
9910	Total Debt Charges	1,379,427
Amounts Recovered from Unconsolidated Entities		
1010	Electricity - Principal (SLC 74 3030 01)	0
1020	Electricity - Interest (SLC 74 3030 02)	0
1030	Gas - Principal (SLC 74 3040 01)	0
1040	Gas - Interest (SLC 74 3040 02)	0
1050	Telephone - Principal (SLC 74 3050 01)	0
1060	Telephone - Interest (SLC 74 3050 02)	0
1099	Subtotal	0
1410	Debt Charges for Tile Drainage/Shoreline Assistance (SLC 74 3015 01 + SLC 74 3015 02)	43,166
1411	Provincial Grant funding for repayment of long term debt (SLC 74 3120 01 + SLC 74 3120 02)	0
1412	Lump sum (balloon) repayments of long term debt (SLC 74 3110 01 + SLC 74 3110 02)	65,740
1420	Total Debt Charges to be Excluded	108,906
9920	Net Debt Charges	1,270,521
1610	Total Revenue (SLC 10 9910 01)	21,810,637
Excluded Revenue Amounts		
2010	Fees for Tile Drainage / Shoreline Assistance (SLC 12 1850 04)	10,540
2210	Ontario Grants, including Grants for Tangible Capital Assets (SLC 10 0699 01 + SLC 10 0810 01 + SLC 10 0815 01)	2,351,274
2220	Canada Grants, including Grants for Tangible Capital Assets (SLC 10 0820 01 + SLC 10 0825 01)	7,337
2225	Deferred revenue earned (Provincial Gas Tax) (SLC 10 830 01)	0
2226	Deferred revenue earned (Canada Gas Tax) (SLC 10 831 01)	0
2230	Revenue from other municipalities including revenue for Tangible Capital Assets (SLC 10 1098 01 + SLC 10 1099 01)	527,710
2240	Gain/Loss on sale of land & capital assets (SLC 10 1811 01)	821,728
2250	Deferred revenue earned (Development Charges) (SLC 10 1812 01)	33,296
2251	Deferred revenue earned (Recreation Land (The Planning Act)) (SLC 10 1813 01)	0
2252	Donated Tangible Capital Assets (SLC 53 0610 01)	0
2253	Other Deferred revenue earned (SLC 10 1814 01)	11,568
2254	Increase / Decrease in Government Business Enterprise equity (SLC 10 1905 01)	0
2255	Other Revenue (SLC 10 1890 01 + SLC 10 1891 01 + SLC 10 1892 01 + SLC 10 1893 01 + SLC 10 1894 01 + SLC 10 1895 01 + SLC 10 1896 01 + SLC 10 1897 01 + SLC 10 1898 01)	0
2299	Subtotal	3,763,453
2410	Fees and Revenue for Joint Local Boards for Homes for the Aged	0
2610	Net Revenues	18,047,184
2620	25% of Net Revenues	4,511,796
9930	ESTIMATED ANNUAL REPAYMENT LIMIT (25% of Net Revenues less Net Debt Charges)	3,241,275

* SLC denotes Schedule, Line Column.



FINANCE DEPARTMENT REPORT

Numéro du rapport : F-08-2023

Sujet : Externalisation de la collecte de taxes en arrérages

Préparé par : Nadia Lockhart-Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale - Greffière

Date: le 27 février 2023

CONTEXTE:

Lorsque les impôts sont en retard de plus de deux ans, la propriété peut être enregistrée. Cela se faisait à l'interne dans le passé, car le nombre de propriétés était limité d'une année sur l'autre. Cependant, en 2020, des mesures d'urgence ont été imposées par la province qui a gelé toutes les procédures de recouvrement des impôts. Ces mesures ayant été levées en juillet dernier, nous nous retrouvons avec un nombre plus élevé que d'habitude de propriétés ayant des arriérés d'impôts et pour lesquelles des procédures d'enregistrement doivent être commencées.

CONSIDÉRATIONS:

Tel que vu à l'annexe A, le processus d'enregistrement de comptes de taxes en arriérés est long et détaillé. Les formulaires doivent être déposés à des dates précises en fonction des délais fixés pour les procédures. Un suivi strict des dossiers est nécessaire pour s'assurer qu'aucune échéance n'est dépassée sinon le processus recommence. Cela peut prendre beaucoup de temps et toute personne qui s'en occupe doit être au courant des changements législatifs. C'est pourquoi plusieurs municipalités de l'Ontario confient ce service à une tierce partie.

L'externalisation de ce service est avantageuse car:

- Un tiers possède des connaissances approfondies en matière d'enregistrement de comptes de taxes en arriérés, car il s'agit de son expertise.
- Un tiers est à jour sur la législation entourant le processus. Bien que cette législation ne change pas souvent, il sera au courant des changements à venir.
- Un tiers dispose des outils nécessaires pour assurer un suivi adéquat et précis de chaque dossier, de manière que les délais ne soient pas dépassés.
- Un tiers est familiarisé avec les divers formulaires en ligne et est mieux à même de les remplir, ce qui garantit que le processus est effectué correctement.
- Le recours à un tiers permet de recouvrer plus rapidement les taxes en arriérés, car les dossiers sont traités peu de temps après qu'ils sont devenus arriérés, plutôt que d'être mis de côté par manque de temps.

Veuillez noter que l'externalisation de ce service ne nous décharge pas de notre responsabilité en matière de recouvrement, car le tiers prépare les documents et effectue les suivis en notre nom. La Nation est toujours responsable de la signature de tous les documents qui sont ensuite envoyés au contribuable en notre nom.

The Nation a contacté deux organisations spécialisées dans le domaine - The Tax Team et RealTax. Toutes deux proposent les mêmes services, mais la principale différence réside dans le fait que The Tax Team fait circuler les documents à signer par courriel et par

courrier, tandis que RealTax utilise Docusign, les courriels et le courrier. Vu le fait que les résidents peuvent payer à tout moment, les deux facturent au fur et à mesure de l'avancement du dossier.

CONSIDÉRATIONS FINANCIÈRES:

La différence de coût entre ceux facturés par La Nation et ceux facturés par les tiers est similaire. Il n'y aura donc pas d'impact majeur sur le montant facturé au roll.

CONCLUSION:

Pour les raisons expliqués ci-dessus, l'externalisation du processus de d'enregistrement de comptes de taxes en arrérages est une étape logique pour La Nation. La petite différence de coût est compensée par les économies réalisées en termes de temps et d'efficacité. De plus, cela n'ajoute aucun coût supplémentaire à la municipalité puisque les frais facturés par la tierce partie sont refacturés au roll.

D'autres municipalités de Prescott-Russell ont recours à des tierces parties pour ce service et en sont très satisfaites. Elles estiment qu'il leur permet de gagner beaucoup de temps, d'éliminer une grande partie du suivi et des difficultés liées à la production des divers formulaires.

Il est recommandé de confier ce service à RealTax, principalement parce que le transfert des documents est effectué par Docusign, ce qui permet un transfert plus fluide et une approbation plus efficace et plus sûre des documents.

Si le conseil décide d'accepter cette proposition, le règlement proposé figure à l'annexe B.

ANNEXES:

- Annexe A – Processus d'enregistrement de taxes en arrérages (anglais seulement)
- Annexe B – Règlement propose (anglais seulement)

RECOMMANDATION:

Il est recommandé au Conseil d'approuver l'externalisation de l'enregistrement des taxes à RealTax.

Nadia Lockhart-Knebel, CPA, CA
Trésorière

ANNEXE A

TAX REGISTRATION PROCESS FLOW CHART

Farm Debt Notice	<p>Must be sent at least 22 days before proceeding with tax registration</p> <p><i>FDMA s.21</i></p>
Title & Execution Search	<p>Serves to identify those having an interest in the property & obtain the legal description of the property.</p>
Tax Arrears Certificate	<p>Registered on title.</p> <p><i>Municipal Act , 2001 x.373</i></p>
First Notice (Form 1)	<p>Must be sent with proof of sending to all interested parties.</p> <p>Must be sent within 60 days of the registration of the Tax Arrears Certificate.</p> <p><i>Municipal Act , 2001 x.374(1)</i></p>
Statutory Declaration	<p>Must be prepared as soon as First Notices are sent out. Must be signed & commissioned but does not have to be registered on title.</p>
<p>The Tax Arrears Certificate can be cancelled within 365 days of its registration if someone pays the cancellation price in full.</p> <p>An Extension Agreement can be entered into within 365 days of the registration of the Tax Arrears Certificate thereby stopping the clock so that the tax sale can't occur after the 365 days are up. If taxes remain unpaid, the time continues after the expiration of the agreement.</p> <p><i>Municipal Act , 2001 x.378</i></p>	
Final Notice (Form 3)	<p>Must be sent to all interested parties between 280 & 310 days after the registration of the Tax Arrears Certificate. Searches must be updated before this notice is sent.</p>
Tax Sale	<p>If taxes remain unpaid, can take place one year following registration of the Tax Arrears Certificate.</p> <p><i>Municipal Act , 2001 x.379(2)</i></p>

ANNEXE B

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. XX-2023

A By-law to establish a scale of costs to be charged for work undertaken under Part XI of the Municipal Act, 2001, being the procedures for sale of land for tax arrears

WHEREAS Section 385 of the Municipal Act, 2001, permits a municipality to establish a scale of costs for proceedings under the said Act.

THEREFORE, Council enacts as follows:

- 1) THAT the Treasurer be authorized to charge the costs of the procedure under Tax Sale as follows:
- 2) THAT the costs outlined in Schedule "A" subsection 1 incurred by proceeding with preliminary work, registration of Tax Arrears, certificate to expiry of the redemption period shall apply.
- 3) THAT the costs outlined in Schedule "A" subsections 1&2 shall apply in the event of preparation of extension agreement.
- 4) THAT the costs outlined in Schedule "A" subsections 1,2 & 3 shall apply in the event of Sale by Tender/Public Auction
- 5) The provisions outlined in Schedule "A" shall form part of this By-Law and comes into force on the day of its passing.
- 6) That By-law 58-2022 of The Nation Municipality is hereby repealed.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 27 DAY OF FEBRUARY, 2023.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

Seal

SCHEDULE A

Unless otherwise stated, the items listed below will be invoiced to the property tax roll at their actual cost as invoiced to The Nation Municipality by the third party.

1. Tax registration

Set up of file, prepare & mail Farm Debt Notice
Title searches & preparation of tax arrears certificate
Registration of tax arrears certificate
Execution Search, invoiced per name
Corporate Search, invoiced per search
Prepare First Notices
Mail First Notices, invoiced per notice
Statutory declaration (Form 2)
Prepare Final Notices (Form 3)
Mail Final Notices, invoiced per notice
Statutory declaration, Final Notice (Form 4)
Registration of cancellation of Tax Certificate

Other related services or searches

2. Extension agreement

Preparation of Extension Agreement \$250.00 + actual cost

3. Sale by Tender / Public Auction

Preparation of tax sale documents
Notice of vesting
Tax deed registration
Advertising
Execution search, invoiced per name
Statutory Declaration
Legal cost for payment into District Court

Other related services or work resulting from changes to tax sale date or other issues or changes to calculations or documentation.



**NOUVEAU RÈGLEMENT SUR LES PISCINES REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT 80-
2005**

RAPPORT PLA-3-2023

Date de la réunion : 27 février 2023

INTRODUCTION:

Un propriétaire a soumis une lettre (annexe 1) pour demander au Conseil une exception au règlement sur les piscines pour installer une clôture de 4 pieds de hauteur au lieu de 5 pieds de hauteur pour sa piscine creusée, tel que prescrit par le règlement de 80-2005.

Il est de l'opinion du service de construction que nous devrions remplacer le règlement 80-2005 et permettre cette exception pour l'ensemble de la municipalité.

RECOMMANDATION DU SERVICE DE CONSTRUCTION:

Il est important d'informer le Conseil que le règlement sur les piscines est sous la juridiction de la loi municipal et non le code du bâtiment. Ceci permet aux municipalités d'adopter un règlement pour légiférer les piscines mais ne les oblige pas.

Certaines municipalités n'ont aucun règlement sur les piscines, mais la municipalité de La Nation a toujours préférée d'en avoir un pour avoir un certain contrôle sur la localisation des piscines et promouvoir la sécurité.

Les compagnies d'assurance se soumettent aux souhaits de la municipalité en question et n'oblige pas les propriétaires d'avoir des clôtures.

En décembre 2017, Mme Brizard nous partagea un rapport d'incident qui a eu lieu dans une municipalité.

En gros, les recommandations étaient que malgré que ce n'est pas obligatoire, les municipalités devraient être proactive.

Nous avons cherché de trouver la raison exacte pour quoi une clôture autour d'une piscine creusée doit être de 5 pieds et celle d'une piscine hors-terre doit être 4 pieds. Nous n'avons pas vraiment trouvé une raison valable pourquoi la différence.

Cela dit, suivant la demande reçue, le service recommande au conseil municipal d'adopter le règlement 18-2023, remplaçant le règlement 80-2005 et corriger la hauteur des clôtures.

Guylain Lafèche,
Directeur des services de Construction

ANNEXE 1

Bonjour cher membre du conseil municipal,

Je, [REDACTED] demande une exception au règlement en vigueur à la municipalité de la Nation au sujet de la hauteur des clôtures pour piscine creusée.

Nous avons l'intention d'installer une piscine creusée au [REDACTED] Notre demeure est entourée de champs et les voisins sont loin.

Nous demandons une exception d'avoir une clôture que de 4 pieds de hauteur autour de notre piscine creusée au lieu du 5 pieds exigé par la Nation. La Nation demande déjà que 4 pieds pour une piscine hors terre.

Nous avons fait plusieurs recherches de notre côté également.

Pour commencer les municipalités avoisinantes tel que Alfred-Plantagenet ainsi que la municipalité de Champlain n'exige qu'une clôture de 4 pieds pour les piscines creusées.

Nous avons également appelé notre compagnie d'assurance sur leur point de vue par rapport aux exigences qu'il demande au sujet de la hauteur d'une clôture d'une piscine creusée. De leur côté, CommonWell, n'exige aucune hauteur, il n'exige pas plus de clôture. Puisque chaque municipalité varie dans leurs réglementations, il dise simplement de suivre ce que la municipalité exigera.

Autour de notre piscine, nous souhaitons mettre une clôture en verre. Cette clôture se fait qu'à 4 pied de hauteur. De plus cette clôture serait très difficile à monter à comparer que ceux de métal, de bois ou chainlink puisqu'il ont tous des barres horizontales qui permettent à l'enfant à l'extérieur de la monter.

Un gros merci de considérer notre demande.

Au plaisir d'avoir de vos nouvelles.

[REDACTED]



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: ZBL-3-2022-2

Sujet : Suivi de la réunion publique du 25 avril 2022- modification au règlement de zonage dans le cadre du lotissement Oasis PH.3

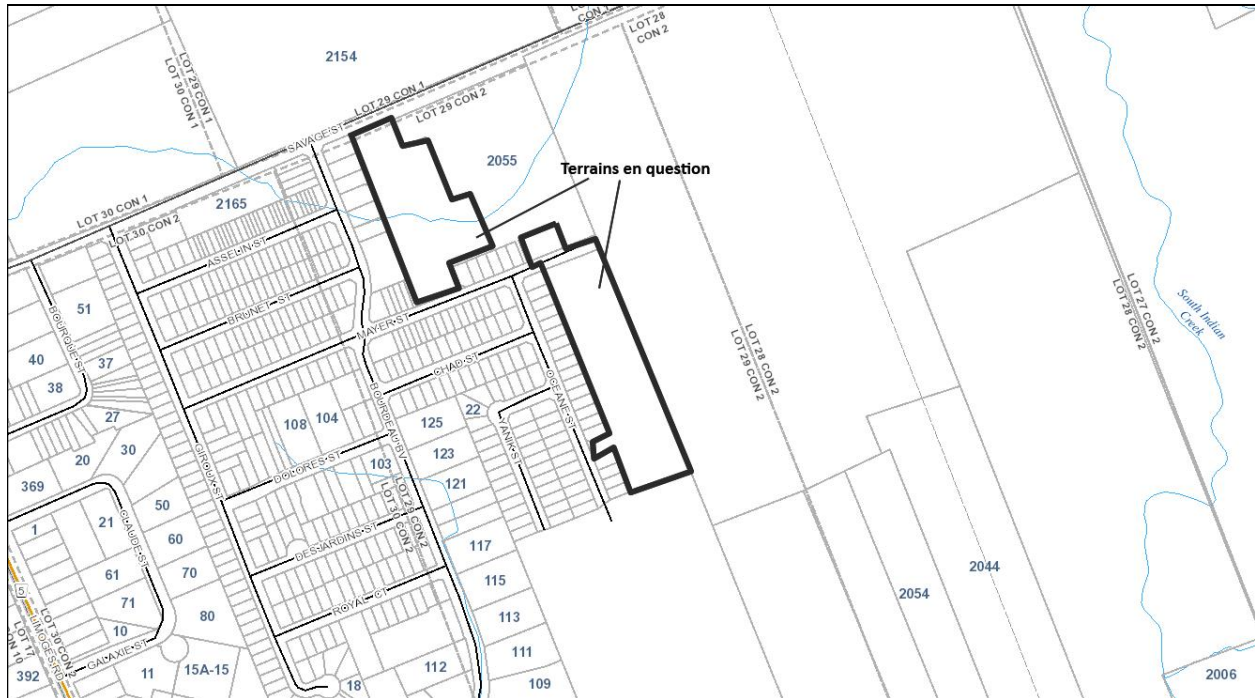
Préparé par : Guylain Lafleche, Directeur de l'aménagement du territoire

Date de la réunion : 27 février 2023

INTRODUCTION:

Le 25 avril 2022, la municipalité tenait une réunion publique concernant une modification au règlement de zonage 2-2006 pour permettre les usages résidentiels à l'intérieur du lotissement Oasis PH. 3.

Comme on se rappelle, 1750739 Ontario Inc. a soumis une demande de modification au règlement de zonage 2-2006, filière ZBL-3-2022, relativement à la propriété localisée sur une partie du lot 29, concession 2 de l'ancien canton de Cambridge afin de permettre la construction du lotissement proposé sous la filière O70-S-15-01. Ce lotissement présente un mélange de différents modèles d'habitation tel que des maisons de type unifamilial, jumelé, en rangée et bloc appartement. Cette modification au zonage est pour refléter les différents usages à l'intérieur de ce lotissement. **(ANNEXE 1A OPTION ORIGINAL & ANNEXE 1B OPTION DIFFÉRÉE, SUIVANT LA RÉOLUTION 205-2022)**



DÉCLARATION DE PRINCIPES PROVINCIALE

Sous la section 1.1.1, la DPP nous cite que pour maintenir des collectivités saines et sûres, il faut :

- a) encourager des formes efficaces d'aménagement et d'utilisation du sol qui soutiennent à long terme la vitalité financière de la province et des municipalités;
- b) permettre un éventail et une diversité appropriés d'utilisations à des fins résidentielles (p. ex., deuxièmes unités d'habitation, logements abordables, logements pour personnes âgées), d'emploi (notamment industriels et commerciaux), institutionnelles (p. ex., lieux de culte, cimetières, foyers de soins de longue durée), de loisirs, d'espaces verts et de plein air et autres pour répondre aux besoins à long terme;.....
- e) encourager des formes et des normes d'aménagement rentables qui réduisent au minimum l'utilisation des terres et les coûts de viabilisation;

Sous la section 1.1.3, la DPP nous encourage à développer une mixité d'usage résidentiel dans les centres urbains. La DPP encourage les municipalités au redéveloppement des zones de peuplement en

densifiant les terrains existant à l'intérieur des villages. Cette densification devrait maximiser les infrastructures existantes.

Sous la section 1.4.3, la DPP nous demande de fournir une diversité et un éventail appropriés de types de logement et de densités afin de répondre aux besoins des résidents actuels et futurs de la *zone de marché régionale* de la façon suivante :

- a) en établissant et en mettant en œuvre des objectifs minimaux pour la fourniture de logements *abordables aux ménages à revenu faible et modéré...*
- b) en permettant et en facilitant:
 - a. toutes les formes de logement nécessaires pour répondre aux besoins sur le plan social et en matière de santé et de bien-être, y compris aux *besoins particuliers*, des résidents actuels et futurs;
 - b. toutes les formes de *densification résidentielle*, y compris les deuxièmes unités d'habitation, et de *réaménagement* en conformité avec la politique 1.1.3.3;
- c) en orientant l'aménagement de nouveaux logements vers les endroits où des niveaux appropriés d'infrastructure et d'installations de services publics sont ou seront disponibles pour répondre aux besoins actuels et futurs;
- d) en encourageant, pour les nouveaux logements, des densités qui utilisent efficacement les terres, les ressources, *l'infrastructure* et les *installations de services publics*, et qui appuient l'utilisation du transport actif et du transport en commun dans les zones où ils sont offerts ou doivent être implantés;
- e) en établissant des normes d'aménagement pour la *densification résidentielle*, le *réaménagement* et les nouveaux aménagements résidentiels qui permettent de réduire au minimum le coût du logement et de faciliter l'aménagement compact, tout en maintenant des niveaux appropriés de santé et de sécurité publiques.

Sous la section 1.6.6.1, la DPP nous encourage d'orienter la croissance ou l'aménagement prévu(e) et y répondre d'une façon qui favorise l'utilisation efficace et l'optimisation des *services d'égout municipaux* et des *services d'approvisionnement en eau municipaux* existants.

Aussi, la section 1.6.6.2, la DPP nous cite que les *services d'égout municipaux* et les *services d'approvisionnement en eau municipaux* constituent la méthode privilégiée pour viabiliser les *zones de peuplement*. Dans la mesure du possible, il faut encourager dans les *zones de peuplement* la *densification* et le *réaménagement* basés sur les *services d'égout municipaux* et les *services d'approvisionnement en eau municipaux* existants.

La demande de modification au règlement rencontre la DPP.

PLAN OFFICIEL:

La propriété est inscrite sous l'affectation "Secteur des politiques urbaines" à l'annexe A au Plan Officiel des Comtés Unis de Prescott et Russell.

Les politiques 2.2.6 & 2.2.7 sur le développement résidentiel, encourage une mixité des usages résidentiels et commerciaux à l'intérieur des zones urbaines et de densifier même les zones centrales de nos zones urbaines.

La politique (2.2.6.5) considère qu'un mélange dans une zone urbaines se chiffre près du 70% faible densité, 20% densité moyenne et 10% haute densité.

Le 25 avril 2022, le SAT avait calculé une approximation du ratio à 45% faible densité (14 uni. 48 jumelé), 35% moyenne densité (49 rang.) et 20% haute densité (28 apt.).

Cependant suivant des négociations avec le développeur et en écoutant certains commentaires lors de la réunion publique, le SAT présente maintenant une nouvelle densité ayant un ratio à 45% faible densité (14 uni. 48 jumelé), 55% moyenne densité (61 rang.) et 0% haute densité.

En étudiant la zone urbaine du village de Limoges, nous savons que le ratio de faible densité est beaucoup plus haut que le reste des densités, vue son historique. Le lotissement Oasis PH. 3 ne vient pas changer drastiquement le ratio que nous essayons de maintenir à l'intérieur de la zone urbaine.

En effet, suivant l'économie actuelle, le marché se dirige vers des unités d'habitations de moyennes densités, soit la maison en rangées. Ces maisons permettent aux jeunes familles de s'établir dans la communauté et de nourrir l'esprit communautaire dont la DPP nous encourage de développer.

Le SAT peut confirmer que la modification au règlement de zonage rencontre les intentions du plan officiel.

RÈGLEMENT DE ZONAGE:

La propriété en question est zonée "résidentielle faible densité – utilisation différé (R1-H)". Sous l'adoption du règlement 72-2022, à l'annexe "A" du règlement de zonage 2-2006 de la municipalité de La Nation.

La demande de modification a pour but de modifier la catégorie de zonage du lotissement proposé mais aussi d'introduire des dispositions plus modernes en ce qui touche l'aménagement du territoire.

Ci-dessous nous avons une énumération des dispositions pour la zone d'exception que nous regardons pour le lotissement. Les dispositions pour les maisons en rangées sont les seuls à changer (**ANNEXE 2**)

5.5.4.30 R3-X30,

Notwithstanding Section 5.5, "High Density Residential Zone" of Zoning By-Law 2-2006, hereof to the contrary, on the land zoned R3-X30 the following provisions shall apply:

Permitted use only: -Row dwelling (4 units max.)
 -One (1) Row dwelling (5 units max.) within the whole
 Oasis PH.3

Provisions:

Minimum lot area	180 m ² / per dwelling unit
Minimum lot frontage	6 m. / per dwelling unit
Front yard	7.5 metres
Rear yard	6 metres
Exterior Side Yard	5 metres
Interior Side Yard	2.45 metres
Max. Lot Coverage	55%
Minimum driveway setback from side lot line between blocks of land	1.8 metres

COMMENTAIRES DU 25 AVRIL 2022

En résumé, les commentaires du public demandaient à ce qui adviendrait de l'usage derrière les maisons de la rue Mayer. Suivant l'entente d'échange de terrain entre le développeur et la municipalité et supporté par la résolution 205-2022, des maisons en rangées et le parc sera derrière ces maisons.

Aussi, le même genre de commentaire a été soulevé par la Conservation de la Nature Sud et suivant cet échange, leur inquiétude concernant cette parcelle est maintenant résolue en partie.

Pour terminer, M. Warren demandait à ce que le public soit impliqué dans le concept de la rue Savage. Ceci sera une décision du Conseil.

RECOMMANDATION DU SAT :

Il est important de noter que suivant la présentation du rapport PLA-8-2022 et l'adoption de la résolution 205-2022, le Conseil accepta l'échange de terrain entre la municipalité et le développeur. Cet échange est bel et bien illustré sur l'Annexe 1B.

Le SAT recommande l'adoption du règlement 19-2023.

Guylain Lafèche, MCIP, RPP
Urbaniste Municipal



INCLUDES MATERIAL © 2023 OF THE KING'S PRINTER FOR ONTARIO. ALL RIGHTS RESERVED.

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NUMBER 18-2023

SWIMMING POOL ENCLOSURE BY-LAW

BEING A BY-LAW of the Corporation of The Nation Municipality respecting the enclosure of privately-owned outdoor swimming pools.

WHEREAS Section 11(1) 7. of The Municipal Act, 2001, as amended, provides that the Council of a Municipality may pass by-laws respecting matters within certain spheres of jurisdiction namely, among other things, "7. - Structures, including fences and signs" and,

WHEREAS The Corporation of The Nation Municipality deems it desirable to regulate owners of privately-owned outdoor swimming pools to erect and maintain fences and gates around such swimming pools, for prescribing the height and description of, and the manner of erecting and maintaining, such fences and gates, for prohibiting persons from placing water in privately-owned outdoor swimming pools or allowing water to remain therein unless the prescribed fences and gates have been erected, for requiring the production of plans of all such fences and gates, for the issuing of a permit for any such fences or gates;

THEREFORE, the Council of The Nation Municipality enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This By-Law may be cited as the "Swimming Pool Enclosure By-law".

DEFINITIONS

2. In this By-Law:
 - (a) "Municipality" shall mean The Corporation of The Nation Municipality.
 - (b) "Permit" shall mean permission or authorization given in writing by the Chief Building Official to erect enclosures around swimming pools as regulated in this By-Law.

- (c) "Swimming Pool" shall mean any privately-owned outdoor below grade or above ground pool of water for bathing, wading or reflecting and which has a water depth exceeding twenty four (24) inches at any point; but does **not** include a tub, hot tub, spa, whirl pool, or inflatable self-supported pool.
- (d) "Owner" shall mean the registered owner of the land and includes a lessee, mortgagee in possession, and the person in charge of the property;
- (e) "Chief Building Official" shall mean the Chief Building Official appointed by the Council of the Corporation of The Nation Municipality;
- (f) "Corporation" shall mean the Corporation of The Nation Municipality.

GENERAL REQUIREMENTS

- 3. Every owner of a privately-owned outdoor swimming pool shall ensure that an enclosure around such a pool is constructed and maintained according to the provisions of this By-Law.
- 4. No person shall place water in a swimming pool in the Municipality unless the prescribed fences and gates or, for a maximum period of thirty days, a temporary fence as approved by the Chief Building Official has been erected in accordance with the provisions of this By-Law.
- 5. No person shall allow water to remain in a swimming pool in the Municipality unless the prescribed fences and gates or temporary fence has been erected in accordance with the provisions of this By-Law.

PERMITS

- 6. No person shall construct or place a swimming pool on his property in the Municipality without first obtaining a swimming pool enclosure permit.

APPLICATION FOR PERMIT

7. To obtain a permit the owner shall file an application in writing by completing a prescribed form available in the office of the Chief Building Official.
8. Except as otherwise permitted by the Chief Building Official, every applicant shall:
 - (a) identify and describe in detail the work to be covered by the permit for which an application is made,
 - (b) describe the land on which the pool is to be located by a description that will readily identify and locate the building lot,
 - (c) be accompanied by two (2) complete sets of plans showing details of the enclosure and deck as well as their relationship to lot lines, buildings and fences,
 - (d) be accompanied by the fee as prescribed in Section 11 hereof, and
 - (e) state the names, addresses and telephone numbers of the owner and the contractor performing the work.
9. An application for a permit may be deemed to have been abandoned and cancelled six (6) months after the date of filing, unless such application is being seriously proceeded with.
10. Sufficient information shall be submitted with each application for a permit to enable the Chief Building Official to determine whether or not the proposed work will comply with this By-Law or any other applicable law or regulation.
11. The fee for a swimming pool enclosure permit shall be \$100.00.
12. An administration performance deposit of \$100.00 shall accompany an application for a swimming pool enclosure permit. The full amount of the administration performance deposit is to be refunded in whole or in part to the permit holder in accordance with the following provisions;
 - (a) One hundred (100%) per cent of the administration performance deposit is to be refunded if the installation is fully completed within one (1) year of the date of the issuance of the permit.

- (b) Seventy-five (75%) per cent of the administration performance deposit is to be refunded if the installation is fully completed within two (2) years of the date of the issuance of the permit.
- (c) Fifty (50%) per cent of the administration performance deposit is to be refunded if the installation is fully completed within three (3) years of the date of the issuance of the permit.
- (d) Twenty-five (25%) per cent of the administration performance deposit is to be refunded if the installation is fully completed within four (4) years of the date of the issuance of the permit.
- (e) No refund of the administration deposit will be awarded if the installation is not fully completed within four (4) years. This will not relieve the permit holder and/or contractor of obligations under any provisions of any By-Law, the Building Code Act or regulations made thereunder.
- (f) The refund of the whole or part of the administration performance deposit shall not be deemed to be a waiver of any provisions of any By-Law or requirements of the Building Code Act or regulations made thereunder. Also, the refund should not be construed as a certification or guarantee that the installation for which a permit was issued meets all the requirements of any By-Law, the Building Code Act or regulations made thereunder.

CONDITIONS OF PERMIT ISSUANCE

- 13. (1) Every swimming pool shall have an adequate enclosure erected around it in accordance with the provisions of subsection (2) to subsection (8) hereof inclusive.
- (2) Every enclosure for a swimming pool shall be of a close-boarded, chain link or other approved design with maximum openings of 4" including the space below the fence, to reasonably deter children from climbing it to gain access to the fenced-in area.

- (3) In the case of an in ground pool, the enclosure shall be at least 4 feet in height but no more than 8 feet and in the case of an above ground pool, if the walls of the pool are less than 4' high above the grade for a distance of at least 24 inches from the wall, the enclosure shall be at least 4 feet in height but no more than 8 feet or the walls of the pool can be extended with an approved manufactured fence for a total height of at least 4 feet above the grade.
 - (4) Gates in the enclosure shall:
 - (a) provide protection equivalent to the enclosure,
 - (b) be at least the same height as the enclosure,
 - (c) be equipped with a self-closing and latching device and lock at the upper inside of the gate, and
 - (d) be locked except when the enclosed area is actually being used and supervised.
 - (5) Barbed wire or fencing energized by electrical current shall not be used as an enclosure for the swimming pool.
 - (6) Where a wall of a building is used as part of an enclosure, all doors located in the wall of the building shall be equipped with locking devices.
 - (7) Equipment or materials cannot be located, stored or kept within 36 inches from the pool to prevent climbing.
 - (8) Decks or platforms associated with pools shall comply with the requirements of the Ontario Building Code and the access to such decks or platforms must be adequately enclosed in accordance with subsections (2) to (6) hereof inclusive.
14. There shall be a minimum distance of four (4) feet between the enclosure and any part of an in-ground swimming pool unless approved otherwise by the Chief Building Official.
15. When an enclosure is not erected or maintained, in accordance with the provisions of this By-Law, a notice shall be sent by registered mail or by hand to the owner of the land on which the swimming pool is located, at his last known address requiring him to make the enclosure conform to the requirements of this By-Law and the notice shall specify the time allowed for compliance.

16. (1) Where a notice has been sent pursuant to Section 15, and the requirements of the notice have not been complied with, the Chief Building Official may cause the work to be done, or the water to be removed from the swimming pool and the cost of the work or the removal of the water shall be at the expense of the owner.
 - (2) When the Chief Building Official causes the work to be done pursuant to subsection (1), the Corporation shall have a lien for any amount expended by or on behalf of the Corporation and for an administrative fee of ten (10%) percent of any amount expended by or on behalf of the Corporation, and the certificate of the Clerk of the Corporation as to the total amount expended shall be admissible in evidence as prima facie proof of the total amount expended and such total amount together with the administrative fee shall be added to the collector's roll of taxes to be collected and shall be subject to the same penalty and interest charges as real property taxes and shall be collected in like manner and with the same remedies as real property taxes.
 - (3) Before the certificate of the Clerk of the Corporation is issued under subsection (2), an interim certificate shall be delivered to the owner of the property that is subject to the lien, as well as to all prior mortgagees or other encumbrancers and the affected owner, mortgagees or other encumbrancers shall have two (2) weeks from the date of receipt of the interim certificate to appeal the amount shown thereon to the Council of the Corporation.
17. The provisions of this By-Law also apply to swimming pool enclosures which have been constructed or installed prior to the passing of this By-Law.

PENALTIES

18. Every person who contravenes any of the provisions of this By-law is guilty of an offence and on conviction thereof shall forfeit, and pay a penalty for each such offence and every such penalty

and pay a penalty for each such offence and every such penalty shall be recoverable under the Provincial Offences Act, R.S.O. 1990, chapter P.33 and amendments thereto.

19. When a person has been convicted of an offence under this By-law, any court of competent jurisdiction thereafter, may, in addition to any other penalty imposed on the person convicted, issue an order prohibiting the continuation or repetition of the offence or the doing of any act or thing by the person convicted directed toward the continuation or repetition of the offence.
20. The requirements of this By-Law are severable. If any requirements of this By-Law are held invalid, the application of such requirements to other circumstances and the remainder of this By-Law shall not be affected.
21. This By-Law shall come into force on the date of its adoption and shall take effect on that date.
22. That By-Laws # 80-2005 hereby repealed.

READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON A THIRD
READING THIS 27th DAY OF FEBRUARY 2023.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

SEAL

ZONING BY-LAW NO. 19-2023

Amending Comprehensive Zoning By-Law 2-2006

Corporation of The Nation Municipality

Part of Lot 29, Concession 2, former Township of Cambridge,
now The Nation Municipality
Oasis PH.3 Subdivision

prepared by

The Nation Municipality
958, Route 500 west
Casselman ON. K0A 1M0

Section 5: Subject to the giving of notice of passing of this By-Law, in accordance with Section 34(18) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, this By-Law shall come into force on the date of passing by the Council of the Corporation of The Nation Municipality where no notice of appeal or objection is received, pursuant to Section 34(21) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended.

**READ FIRST AND SECOND TIME
READ A THIRD TIME AND PASSED**

this 27th day of February 2023
this 27th day of February 2023

**Francis Briere
Mayor**

**Josée Brizard
Clerk**

NOTE EXPLICATIVE

But et effet du Règlement # 19-2023

La propriété concernée par cette modification au règlement de zonage 2-2006 est décrite comme le lotissement Oasis PH.3.

La modification a pour but de permettre divers usages résidentiels à l'intérieur du lotissement et de rencontrer les conditions d'approbations du dossier de lotissement 070-S-15-01.

EXPLANATORY NOTE

Purpose and Effects of By-Law # 19-2023

The property affected by this amendment to Zoning By-Law 2-2006 is described as Oasis PH. 3 Subdivision.

The purpose of the amendment is to allow multiple residential uses within the Subdivision and to meet approval conditions for Subdivision file 070-S-15-01.

BY-LAW NO. 20-2023

Part Lot Control By-Law

The Corporation of The Nation Municipality

Lot 45, 50M316, being Parts 1 to 6, Plan 50R11398

prepared by

The Nation Municipality
958, Road 500 west
Casselton ON. K0A 1M0

THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 20-2023

"Being a By-law to exempt certain lands from Part Lot Control, in Registered Plan 50M316, on a Street legally named ADAM STREET, in the Corporation of the Nation Municipality and in the County of Russell."

WHEREAS pursuant to the written request from BEEVAR HOME INC., dated February 15, 2023, it is expedient to exempt from Part Lot Control certain lands being LOT 45, Registered Plan 50M316;

WHEREAS the Planning Act, R.S.O. 1990, c.P.13, as amended, (the "Planning Act") subsection 50(5) provides that all lands within a plan of subdivision are subject to part lot control;

WHEREAS authority is vested in Council of municipalities by the Planning Act, subsection 50(7) to enact by-laws which provide that subsection 50(5) does not apply to lands that are within a registered plan of subdivision as are designated in the by-law;

AND WHEREAS the Planning Act, subsection 50(7.1) does not come into effect until approved by the United Counties of Prescott and Russell;

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

1. a) THAT LOT 45, Registered Plan 50M316, being Parts 1, 2 and 3 on Reference Plan 50R11398, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "A", is/are hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.

b) THAT LOT 45, Registered Plan 50M316, being Parts 4, 5 and 6 on Reference Plan 50R11398, in the Nation Municipality, County of Russell, designated for the purpose of this By-Law as Parcel "B", is/are hereby exempted from Part lot Control pursuant to subsection 50(5) of the Planning Act.
2. That this By-Law shall come into force upon approval and shall expire on February 27th, 2025, unless the Council of the Corporation of the Nation Municipality has provided an extension by amendment to this by-law prior to its expiry.
3. THAT this By-law comes into force and effect when it is approved by the United Counties of Prescott and Russell.
4. THAT this by-law shall not be construed as to permit the further resubdivision or severance of any such parcel.
5. Registration of this by-law in the proper land registry office is authorized and this by-law shall thereupon become effective.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND FINALLY PASSED THIS 27th DAY OF FEBRUARY 2023.

Francis Briere
Mayor

Josée Brizard
Clerk

Pursuant to the United Counties of Prescott and Russell By-Law 2019-27, this by-law, having met the criteria for Part Lot Control exemption, is hereby APPROVED under Section 50(7) of the Planning Act, R.S.O. 1990, as amended.

_____, United Counties of Prescott and Russell

INFORMATION SKETCHES NOT PART OF BY-LAW



CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 22-2023

A By-law to establish a scale of costs to be charged for work undertaken under Part XI of the Municipal Act, 2001, being the procedures for sale of land for tax arrears

WHEREAS Section 385 of the *Municipal Act, 2001*, as amended, permits a municipality to establish a scale of costs for proceedings under the said Act.

THEREFORE, Council enacts as follows:

- 1) THAT the Treasurer be authorized to charge the costs of the procedure under Tax Sale as follows:
- 2) THAT the costs outlined in Schedule "A" subsection 1 incurred by proceeding with preliminary work, registration of Tax Arrears, certificate to expiry of the redemption period shall apply.
- 3) THAT the costs outlined in Schedule "A" subsections 1&2 shall apply in the event of preparation of extension agreement.
- 4) THAT the costs outlined in Schedule "A" subsections 1,2 & 3 shall apply in the event of Sale by Tender/Public Auction
- 5) The provisions outlined in Schedule "A" shall form part of this By-Law and comes into force on the day of its passing.
- 6) That By-law 58-2022 of The Nation Municipality is hereby repealed.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 27 DAY OF FEBRUARY, 2023.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

Seal

SCHEDULE A

Unless otherwise stated, the items listed below will be invoiced to the property tax roll at their actual cost as invoiced to The Nation Municipality by the third party.

1. Tax registration

- Set up of file, prepare & mail Farm Debt Notice
- Title searches & preparation of tax arrears certificate
- Registration of tax arrears certificate
- Execution Search, invoiced per name
- Corporate Search, invoiced per search
- Prepare First Notices
- Mail First Notices, invoiced per notice
- Statutory declaration (Form 2)
- Prepare Final Notices (Form 3)
- Mail Final Notices, invoiced per notice
- Statutory declaration, Final Notice (Form 4)
- Registration of cancellation of Tax Certificate

- Other related services or searches

2. Extension agreement

- Preparation of Extension Agreement \$250.00

3. Sale by Tender / Public Auction

- Preparation of tax sale documents
- Notice of vesting
- Tax deed registration
- Advertising
- Execution search, invoiced per name
- Statutory Declaration
- Legal cost for payment into District Court

- Other related services or work resulting from changes to tax sale date or other issues or changes to calculations or documentation.

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 23-2023

A By-Law to authorize certain new capital works for The Nation Municipality to authorize the submission of an application to Desjardins Ontario for financing of such new capital works and of certain other ongoing capital works; to authorize long-term borrowing from Desjardins Ontario in connection with the upgrade and the construction of the Limoges water works.

WHEREAS the *Municipal Act, 2001* (Ontario), as amended, (the “**Act**”) provides that a municipal power shall be exercised by by-law unless the municipality is specifically authorized to do otherwise;

WHEREAS the *Municipal Act, 2001*, as amended, (the “**Act**”) provides that a municipality may incur a debt for municipal purposes, whether by borrowing money or in any other way, and may issue debentures and prescribed financial instruments and enter prescribed financial agreements for or in relation to the debt;

AND WHEREAS the Council of the The Corporation of The Nation Municipality (the “**Municipality**”) has authorized the upgrade and the construction of the Limoges water works (the “**New Capital Works**”);

AND WHEREAS before authorizing the New Capital Works, the Municipality, in accordance with section 4 of Ontario Regulation 403/02 (the “**Regulation**”), had its Treasurer update its then most recent annual debt and financial obligation limit received from the Ministry of Municipal Affairs and Housing (as so updated, the “**Prior Updated Limit**”), and, on the basis of the authorized estimated expenditure for the New Capital Works, the Treasurer determined that the estimated annual amount payable in respect of the New Capital Works, would not cause the Municipality to exceed the prior updated limit ,and accordingly the approval of the Local Planning Appeal Tribunal pursuant to the Regulation, was not required before any such New Capital Work was authorized by the Council of the Municipality;

AND WHEREAS it is now deemed to be expedient to authorize for the purposes of the Municipality the New Capital Works in the amount of the respective expenditure of \$12,822,116.00, subject in each case to approval by **Desjardins Ontario** for the financing of such New Capital Works requested by the Municipality at the interest rate of 4.86%.

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

The Council of the Municipality hereby confirms, ratifies and approves the execution by the Treasurer of the Application and the submission by such authorized official of the Application, duly executed by such authorized official, to **Desjardins Ontario** for the financing of the Capital Work(s) in the maximum aggregate principal amount of \$12,822,116.00 substantially, with such changes thereon as such authorized official may hereafter approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.

1. (a) The undertaking of the New Capital Work in the amount of the respective New Capital Work Authorized Expenditure is hereby approved and authorized;
- (b) any one or more of the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to conclude contracts on behalf of the Municipality for the undertaking of the New Capital Work, in accordance with the Municipality's usual protocol;
- (c) where applicable, the Engineer of the Municipality will forthwith make such plans, profiles and specifications and furnish such information as in the opinion of the Engineer are necessary for the undertaking of the New Capital Work; and

- (d) where applicable, the undertaking of the New Capital Work, shall be carried on and executed under the superintendence and according to the direction and orders of such Engineer.
2. The Mayor and the Treasurer are hereby authorized to negotiate and enter into, execute and deliver for and on behalf of the Municipality a financing agreement (a “**Financing Agreement**”) with **Desjardins Ontario** that provides for long-term borrowing from **Desjardins Ontario** under the authority of this By-law in respect of the Capital Works on such terms and conditions as such authorized officials may approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.
 3. Subject to the terms and conditions of the Financing Agreement and such other terms and conditions as **Desjardins Ontario** may otherwise require, the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to long-term borrow for the New Capital Works and to issue debentures to **Desjardins Ontario** on the terms and conditions provided in the Financing Agreement and on such other terms and conditions as such authorized officials may agree (the “**Debentures**”); provided that the principal amount of the Debentures issued in respect of the New Capital Works does not exceed the Authorized Expenditure and does not exceed the related loan amount set out, as the case may be, in respect of such New Capital Works.
 4. For the purposes of meeting the Obligations, the Municipality shall provide for raising in each year as part of the general levy, the amounts of principal and interest payable in each year under any Debenture outstanding pursuant to the Financing Agreement, to the extent that the amounts have not been provided for by any other available source including other taxes or fees or charges imposed on persons or property by a by-law of any municipality.
 5. The Mayor and Treasurer are hereby authorized to enter into, execute and deliver the Financing Agreement and to issue the Debentures, one or more of the Clerk and the Treasurer are hereby authorized to generally do all things and to execute all other documents and papers in the name of the Municipality in order to perform the Obligations of the Municipality under the Financing Agreement, to request and receive any temporary borrowing and to issue the Debentures, and the Treasurer is authorized to affix the Municipality’s municipal seal to any such documents and papers.

READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON THE THIRD READING THIS 27TH DAY OF FEBRUARY 2023.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

SEAL

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 24-2023

A By-Law to authorize certain new capital works for The Nation Municipality to authorize the submission of an application to Desjardins Ontario for financing of such new capital works and of certain other ongoing capital works; to authorize long-term borrowing from Desjardins Ontario in connection with the upgrade and the construction of the Limoges sewage works.

WHEREAS the *Municipal Act, 2001* (Ontario), as amended, (the “**Act**”) provides that a municipal power shall be exercised by by-law unless the municipality is specifically authorized to do otherwise;

AND WHEREAS subsection 401(1) of the Act provides that a municipality may incur a debt for municipal purposes, whether by borrowing money or in any other way, and may issue debentures and prescribed financial instruments and enter prescribed financial agreements for or in relation to the debt;

AND WHEREAS the Council of the The Corporation of The Nation Municipality (the “**Municipality**”) has authorized the upgrade and the construction of the Limoges sewage works (the “**Capital Works**”);

AND WHEREAS before authorizing the Capital Works, the Municipality, in accordance with section 4 of Ontario Regulation 403/02 (the “**Regulation**”), had its Treasurer update its then most recent annual debt and financial obligation limit received from the Ministry of Municipal Affairs and Housing (as so updated, the “**Prior Updated Limit**”), and, on the basis of the authorized estimated expenditure for the Capital Works, the Treasurer determined that the estimated annual amount payable in respect of the Capital Works, would not cause the Municipality to exceed the prior updated limit, and accordingly the approval of the Local Planning Appeal Tribunal pursuant to the Regulation, was not required before any such Capital Work was authorized by the Council of the Municipality;

AND WHEREAS it is now deemed to be expedient to authorize for the purposes of the Municipality the Capital Work in the amount of the respective estimated expenditure of \$10,321,582.00, subject in each case to approval by **Desjardins Ontario** of the financing for such Capital Work requested by the Municipality at the interest rate of 4.86%.

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

The Council of the Municipality hereby confirms, ratifies and approves the execution by the Treasurer of the Application and the submission by such authorized official of the Application, duly executed by such authorized official, to **Desjardins Ontario** for the financing of the Capital Work(s) in the maximum aggregate principal amount of \$10,321,582.00 substantially, with such changes thereon as such authorized official may hereafter approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.

1. (a) The undertaking of the Capital Work, in the amount of the respective Capital Work Authorized Expenditure is hereby approved and authorized;
- (b) any one or more of the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to conclude contracts on behalf of the Municipality for the undertaking of the Capital Work, in accordance with the Municipality’s usual protocol;
- (c) where applicable, the Engineer of the Municipality will forthwith make such plans, profiles and specifications and furnish such information as in the opinion of the Engineer are necessary for the undertaking of the Capital Work; and

- (d) where applicable, the undertaking of the Capital Work, shall be carried on and executed under the superintendence and according to the direction and orders of such Engineer.
2. The Mayor and the Treasurer are hereby authorized to negotiate and enter into, execute and deliver for and on behalf of the Municipality a financing agreement (a “**Financing Agreement**”) with **Desjardins Ontario** that provides for long-term borrowing from **Desjardins Ontario** under the authority of this By-law in respect of the Capital Works on such terms and conditions as such authorized officials may approve, such execution and delivery to be conclusive evidence of such approval.
 3. Subject to the terms and conditions of the Financing Agreement and such other terms and conditions as **Desjardins Ontario** may otherwise require, the Mayor and the Treasurer are hereby authorized to long-term borrow for the Capital Works and to issue debentures to **Desjardins Ontario** on the terms and conditions provided in the Financing Agreement and on such other terms and conditions as such authorized officials may agree (the “**Debentures**”); provided that the principal amount of the Debentures issued in respect of each Capital Work does not exceed the Capital Work Authorized Expenditure and does not exceed the related loan amount set out, as the case may be, in respect of such Capital Work.
 4. For the purposes of meeting the Obligations, the Municipality shall provide for raising in each year as part of the general levy, the amounts of principal and interest payable in each year under any Debenture outstanding pursuant to the Financing Agreement, to the extent that the amounts have not been provided for by any other available source including other taxes or fees or charges imposed on persons or property by a by-law of any municipality.
 5. The Mayor and Treasurer are hereby authorized to enter into, execute and deliver the Financing Agreement and to issue the Debentures, one or more of the Clerk and the Treasurer are hereby authorized to generally do all things and to execute all other documents and papers in the name of the Municipality in order to perform the Obligations of the Municipality under the Financing Agreement, to request and receive any temporary borrowing and to issue the Debentures, and the Treasurer is authorized to affix the Municipality’s municipal seal to any such documents and papers.

READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON THE THIRD READING THIS 27TH DAY OF FEBRUARY 2023.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

SEAL

**EXEMPTION FROM PART LOT CONTROL BY-LAW
CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY**

BY-LAW NO. 25-2023

"Being a By-law to exempt certain lands from Part Lot Control, in Registered Plan 50M363, on a Street legally named CHRISTIAN STREET, in the Nation Municipality and in the County of Russell."

WHEREAS pursuant to the request from LES HABITATIONS LECLAIR INC., it is expedient to exempt from Part Lot Control certain lands being BLOCK 1, Registered Plan 50M363, on a Street legally named Christian Street;

WHEREAS the Planning Act, R.S.O. 1990, c.P.13, as amended, (the "Planning Act") subsection 50(5) provides that all lands within a plan of subdivision are subject to part lot control;

WHEREAS authority is vested in Council of municipalities by the Planning Act, subsection 50(7) to enact by-laws which provide that subsection 50(5) does not apply to lands that are within a registered plan of subdivision as are designated in the by-law;

AND WHEREAS the Planning Act, subsection 50(7.1) does not come into effect until approved by the United Counties of Prescott and Russell;

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY ENACTS AS FOLLOWS:

1. a) Parts 9, 10, 11 and 12 on Plan 50R11418 being part of BLOCK 1, ON PLAN 50M363 (part of PIN 69027-0826 LT), designated for the purpose of this By-Law as Parcel "A"; and
b) Parts 7 and 8 on Plan 50R11418 being part of BLOCK 1, ON PLAN 50M363 (part of PIN 69027-0826 LT), designated for the purpose of this by-law as Parcel "B"; and
c) Parts 5 and 6 on Plan 50R11418 being part of BLOCK 1, ON PLAN 50M363 (part of PIN 69027-0826 LT), designated for the purpose of this by-law as Parcel "C"; and
d) Parts 1, 2, 3 and 4 on Plan 50R11418 being part of BLOCK 1, ON PLAN 50M363 (part of PIN 69027-0826 LT), designated for the purpose of this by-law as Parcel "D"; and
2. That this By-Law shall come into force upon approval and shall expire on February 27, 2025 unless the Council of the Corporation of the Nation Municipality has provided an extension by amendment to this by-law prior to its expiry.
3. THAT this By-law comes into force and effect when it is approved by the United Counties of Prescott and Russell.
4. THAT this by-law shall not be construed as to permit the further resubdivision or severance of any such parcel.
5. Registration of this by-law in the proper land registry office is authorized and this by-law shall thereupon become effective.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND FINALLY PASSED THIS 27th DAY OF FEBRUARY, 2023.

Francis Briere
Mayor

Josee Brizard
Clerk

Pursuant to the United Counties of Prescott and Russell By-Law 2020-16, this by-law, having met the criteria for Part Lot Control exemption, is hereby APPROVED under Section 50(7) of the Planning Act, R.S.O. 1990, as amended.

_____, United Counties of Prescott and Russell

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-02-15 To 2023-02-28

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
13325	C	2023-02-15	3280	SURGENOR BARRHAVEN CHEVROLET BUICK GMC LTD.	\$85,265.28	O
13348	C	2023-02-28	227	LAFLECHE SALES AND SERVICE	\$39.44	O
13349	C	2023-02-28	281	MCINTOSH PERRY CONSULTING ENG.	\$12,272.37	O
13350	C	2023-02-28	286	MEUBLE HOME FURNITURE	\$755.97	O
13351	C	2023-02-28	365	RAY'S EQUIPMENT SALES LIMITED	\$6,667.00	O
13352	C	2023-02-28	430	WINDSOR SALT LTD.	\$31,655.67	O
13353	C	2023-02-28	461	VILLE D'OTTAWA	\$42,088.54	O
13354	C	2023-02-28	495	BOBBY LALONDE MUSIC	\$1,536.78	O
13355	C	2023-02-28	502	RICEVILLE AGRICULTURE SOCIETY	\$75.00	O
13356	C	2023-02-28	786	LANDERS AUTO GLASS & STEREO INC.	\$665.57	O
13357	C	2023-02-28	910	CLUB RICHELIEU CASSELMAN	\$150.00	O
13358	C	2023-02-28	939	SSQ INSURANCE COMPANY INC.	\$101.87	O
13359	C	2023-02-28	1022	ASSOCIATION 4-H DE RUSSELL	\$100.00	O
13360	C	2023-02-28	1200	LE COIN DU LIVRE	\$245.60	O
13361	C	2023-02-28	1937	BOISÉS EST	\$108.07	O
13362	C	2023-02-28	2040	CLUB OPTIMISTE ST-ISIDORE	\$3,000.00	O
13363	C	2023-02-28	2738	PASCAL DUPUIS	\$1,000.00	O
13364	C	2023-02-28	3203	FACCA INCORPORATED	\$177,125.81	O
13365	C	2023-02-28	3263	PORTES DE GARAGE BOUCHER INC..	\$452.38	O
13366	C	2023-02-28	3273	BERCIER,MARC	\$500.00	O
13367	C	2023-02-28	3276	CAYER JULES	\$50.00	O
13368	C	2023-02-28	3277	IMPRIMERIE ANDRE 456 INC.	\$395.50	O
13369	C	2023-02-28	3278	GRATTO CHRISTINA	\$157.49	O
64560	E	2023-02-28	11	ABC DISPOSAL	\$613.42	O
64561	E	2023-02-28	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$1,113.17	O
64562	E	2023-02-28	52	BORRIS LOUISE	\$39.60	O
64563	E	2023-02-28	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$4,529.79	O
64565	E	2023-02-28	89	CASSELMAN CEMENT	\$1,819.30	O
64566	E	2023-02-28	101	LBEL INC	\$364.31	O
64567	E	2023-02-28	104	CLEARTECH INDUSTRIES INC	\$2,250.67	O
64568	E	2023-02-28	116	UNIAG COOPERATIVE	\$219.18	O
64569	E	2023-02-28	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$1,874.20	O
64570	E	2023-02-28	145	ELECTROTEK INC	\$275.83	O
64571	E	2023-02-28	147	ENTREPRISE BOURDEAU	\$42.89	O
64572	E	2023-02-28	149	ENTRETIEN PAYSAGER RACINE	\$7,135.95	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-02-15 To 2023-02-28

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
64573	E	2023-02-28	151	AEBI SCHMIDT CANADA INC.	\$4,975.27	O
64574	E	2023-02-28	171	FUTURE OFFICE PRODUCTS	\$212.12	O
64575	E	2023-02-28	175	G.D.S HYDRAULIC INC	\$192.78	O
64576	E	2023-02-28	180	GARAGE M.H BERCIER INC	\$832.08	O
64577	E	2023-02-28	188	GROUPE ARCHAMBAULT INC	\$233.58	O
64578	E	2023-02-28	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$9,124.51	O
64579	E	2023-02-28	204	J.R BRISSON EQUIP LTEE	\$625.25	O
64580	E	2023-02-28	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$8,319.25	O
64581	E	2023-02-28	255	LEROUX JEANNE	\$188.65	O
64582	E	2023-02-28	264	LEVAC PROPANE INC	\$10,021.40	O
64583	E	2023-02-28	269	LOCATION SHALKA RENTAL LTD	\$181.03	O
64584	E	2023-02-28	281	MCINTOSH PERRY CONSULTING ENG.	\$16,498.62	O
64585	E	2023-02-28	304	QUADIENT CANADA LTD.-DPOC	\$1,007.62	O
64586	E	2023-02-28	313	OMERS	\$71,394.74	O
64587	E	2023-02-28	316	ONTARIO ASSOCIATION OF FIRE CHIEFS	\$305.10	O
64588	E	2023-02-28	323	PAPETERIE GERMAIN INC	\$289.61	O
64589	E	2023-02-28	351	PNEU LANDRIAULT TIRE	\$2,589.34	O
64590	E	2023-02-28	367	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$546.98	O
64591	E	2023-02-28	400	SOLENO INC	\$38,092.50	O
64592	E	2023-02-28	402	SOUTH NATION CONSERVATION DE LA NATION SUD	\$1,005.00	O
64593	E	2023-02-28	405	SPROULE POWERLINE	\$2,075.25	O
64594	E	2023-02-28	444	TRAITEMENT D'EAU DESFORGES	\$141.25	O
64595	E	2023-02-28	450	UNITED COUNTIES OF PRESCOTT &	\$36,729.77	O
64596	E	2023-02-28	458	VIA RAIL CANADA INC	\$1,635.00	O
64597	E	2023-02-28	460	MUNICIPALITE DE CASSELMAN MUNICIPALITY	\$297.41	O
64598	E	2023-02-28	471	WATHIER WELDING PRODUCTS	\$84.02	O
64599	E	2023-02-28	512	RECYCLE ACTION	\$16,585.60	O
64600	E	2023-02-28	804	GAGNON WELDING & MACHINING INC	\$2,971.90	O
64601	E	2023-02-28	821	S & L WASTETECH INC	\$24.52	O
64602	E	2023-02-28	841	KB MEDIA CORP	\$2,542.50	O
64603	E	2023-02-28	871	FORGUES GABRIEL	\$197.74	O
64604	E	2023-02-28	899	EMOND HARNDEN LLP/S.R.L.	\$4,051.62	O
64605	E	2023-02-28	954	CDW CANADA INC.	\$236.68	O
64606	E	2023-02-28	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$4,133.08	O
64607	E	2023-02-28	1276	CAPITAL CONTROLS	\$19,195.83	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-02-15 To 2023-02-28

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
64608	E	2023-02-28	1375	ALIMPLUS INC	\$634.62	O
64609	E	2023-02-28	1394	CLEAN WATER WORKS INC.	\$10,277.12	O
64610	E	2023-02-28	1523	ROBERT EXCAVATING	\$125,284.21	O
64611	E	2023-02-28	1656	GUY LARIVIERE	\$1,575.00	O
64612	E	2023-02-28	1710	BRIZARD, JOSEE	\$200.00	O
64613	E	2023-02-28	1773	A.D.R. DISTRIBUTION	\$61.02	O
64614	E	2023-02-28	1829	MAXI POWER ELECTRICAL SERVICES INC.	\$1,278.00	O
64615	E	2023-02-28	1842	SELECTCOM INC	\$2,495.38	O
64616	E	2023-02-28	2031	HACH SALES & SERVICE CANADA LP	\$3,279.26	O
64617	E	2023-02-28	2108	TELMATIK	\$437.88	O
64618	E	2023-02-28	2261	MD AUTO CARE INC	\$137.86	O
64619	E	2023-02-28	2321	J.B. TOWING AND RECOVERY INC.	\$452.00	O
64620	E	2023-02-28	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$54,272.37	O
64622	E	2023-02-28	2797	RALIK	\$74.95	O
64623	E	2023-02-28	2991	RICHARD J GROULX	\$77.01	O
64624	E	2023-02-28	3079	STEPHANIE LALONDE	\$591.63	O
64625	E	2023-02-28	3094	TROJAN UV, DIV. OF TROJAN TECHNOLOGIES GROUP ULC	\$6,531.08	O
64626	E	2023-02-28	3102	WORLD WATER OPERATOR TRAINING COMPANY	\$1,655.45	O
64627	E	2023-02-28	3117	AERZEN CANADA	\$809.44	O
64628	E	2023-02-28	3218	AMAZON BUSINESS	\$2,516.22	O
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	E	2023-02-28	3017	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE	\$35,531.59	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	2023-02-28	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$63,673.42	O
IMPERIAL - FIRE #188891	E	2023-02-28	199	IMPERIAL - FIRE #188891	\$411.03	O
IMPERIAL OIL - ROAD- 188890	E	2023-02-28	479	IMPERIAL OIL - ROAD-188890	\$547.48	O
JOHN DEERE FINANCIAL	E	2023-02-28	16	JOHN DEERE FINANCIAL	\$216.91	O
MINISTER OF FINANCE	E	2023-02-28	291	MINISTER OF FINANCE	\$8,336.65	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	2023-02-28	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$67,895.48	O
ULTRAMAR- PARKLAND FUEL CORPORATION	E	2023-02-28	3120	ULTRAMAR-PARKLAND FUEL CORPORATION	\$169.24	O
VISA DESJARDINS	E	2023-02-28	465	VISA DESJARDINS	\$38,227.90	O
WORKPLACE SAFETY & INSURANCE	E	2023-02-28	474	WORKPLACE SAFETY & INSURANCE	\$12,094.90	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-02-15 To 2023-02-28

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
WORKPLACE SAFETY INSURANCE	E	2023-02-28	475	WORKPLACE SAFETY INSURANCE	\$1,117.28	O

Total

\$1,083,086.63



CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION

POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX NUMÉRO AD -2018-01

Le 29 janvier 2018
DATE EN VIGUEUR: 29 janvier 2018

**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX
POLITIQUE NUMÉRO: AD-2018-01
DATE D'APPROBATION : 5 février 2018**

Préambule

La municipalité de La Nation vise à promouvoir les activités qui améliorent l'aspect culturel, social et économique de la communauté. De ce fait, le Conseil de la municipalité de La Nation s'engage à recevoir et traiter toute demande d'aide financière de façon consistante et équitable.

Objectif

L'objectif de cette politique est d'établir les lignes directrices concernant l'approbation et l'émission des dons municipaux aux groupes, associations et organisations à but non lucratif.

Lignes directrices

Admissibilité

Les dons municipaux sont disponibles aux groupes, associations et organisations à but non lucratif.

La préférence sera donnée aux groupes, associations ou organisations à but non lucratif dans la municipalité de La Nation et aux événements qui auront lieu à l'intérieur de ses frontières. Le Conseil peut considérer et d'émettre des dons aux groupes ou activités hors des frontières de la municipalité selon leur discrétion.

Les requérants peuvent soumettre qu'UNE demande par année (soit pour un événement ou pour les événements pour l'année).

Inéligibilité

Un don municipal ne sera pas remis à :

- Un individu;
- Une organisation ou une activité de nature politique;
- Une activité bénéficiant seulement aux membres du conseil d'administration;
- Une activité qui est jugée discriminatoire, contraire aux politiques et aux valeurs municipales, ou illégale;
- Des bourses scolaires;

Fonds

Les dons municipaux remis ne devraient pas être la seule source financière pour le groupe, l'association ou l'organisation, ni l'événement en question.

Processus de demande

**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX
POLITIQUE NUMÉRO: AD-2018-01
DATE D'APPROBATION : 5 février 2018**

Les requérants doivent remplir le formulaire (voir l'annexe « B » ci-jointe) correctement et lisiblement.

Les requérants doivent reconnaître la municipalité de La Nation (par exemple, en ayant une bannière ou affiche avec le logo de La Nation sur les lieux de l'événement) en reconnaissance du don.

Si la somme demandée et remise à l'organisme est plus de 500 \$, un rapport décrivant comment les fonds ont été dépensés doit être envoyé au Conseil de La Nation à l'intérieur de 60 jours après l'événement ou les événements.

À la discrétion du Conseil, un don automatique sera remis aux groupes communautaires à but non-lucratif (tel qu'inscrit à l'annexe « A » ci-joint) annuellement au début de chaque année. Le montant remis aux groupes sera déterminé par le Conseil au début de l'année par résolution.

Les requérants peuvent soumettre leurs demandes en choisissant l'une des façons suivantes :

<p>1. En ligne Les requérants peuvent remplir le formulaire intégré dans le site internet de La Nation, www.nationmun.ca.</p>	<p>2. Courriel Les requérants peuvent soumettre le formulaire en annexe A par courriel à la greffière, à l'adresse courriel : jbrizard@nationmun.ca.</p>	<p>3. Poste Les requérants peuvent envoyer le formulaire en annexe A par la poste à : Municipalité de La Nation Attention: Josée Brizard, Greffière 958, route 500 ouest Casselman ON K0A 1M0</p>	<p>4. Bureaux municipaux Les requérants peuvent soumettre leur demande directement à l'un de nos deux bureaux municipaux (Casselman ou Fournier)</p>
--	--	--	---

Bureau principal
958, route 500 ouest
Casselman ON K0A 1M0

Lundi à vendredi : 8h30 à 16h30

Bureau satellite
3248, chemin du comté 9
Fournier ON K0B 1G0

Lundi à vendredi : 8h30 à 12h et 12h30 à 16h30

Date limite pour soumettre les demandes

Pour 2018 :

Nous demandons que les demandes complétées soient soumises 30 jours avant la date de l'événement. Les requérants sont encouragés à soumettre leurs demandes le plus tôt possible dans l'année afin d'aider à l'allocation des fonds.

**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX
POLITIQUE NUMÉRO: AD-2018-01
DATE D'APPROBATION : 5 février 2018**

Pour 2019 et les années suivantes :

Pour aider avec le processus d'allocation de fonds, nous demandons que toutes les demandes soient soumises par le 30 janvier de l'année courante. Une deuxième série de demandes sera traitée si les demandes sont reçues au plus tard le 30 juin de l'année courante.

D'autres demandes peuvent être considérées par le Conseil au courant de l'année à leur discrétion.

Les réunions du Conseil sont affichées sur le calendrier des événements communautaire sur le site internet : <https://nationmun.ca/fr/votre-visite/evenements-communautaires/>

Processus d'approbation

Toutes demandes remplies correctement et lisiblement seront présentées au Conseil durant une réunion. Afin d'être approuvée, une résolution doit être adoptée par le Conseil, indiquant le montant à être remis.

Les approbations et montants remis sont à la discrétion seule des membres du Conseil.

Les requérants seront avisés du résultat, approuvés ou non, et ce à l'intérieur de sept jours après la réunion. La lettre officielle, avec le don (cas échéant), sera envoyée à l'intérieur de quatre semaines.

Annulation

Si l'événement du requérant est annulé ou si le groupe, l'association ou l'organisation se dissout, et que les fonds ont été remis, un remboursement au complet doit être fait, payable à la municipalité de La Nation, dans les 30 jours suivant l'avis d'annulation ou de dissolution.

Signé :

Josée Brizard, greffière

Résolution : 66-2018

Modification fait à la politique le 19 mars 2018 – Résolution 137-2018

**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX
POLITIQUE NUMÉRO: AD-2018-01
DATE D'APPROBATION : 5 février 2018**

Annexe A

Section A

Les groupes à but non lucratif localisé dans la municipalité de La Nation suivante recevront un don annuel. Le montant sera décidé par les membres du Conseil au début de chaque année par résolution.

Groupes d'âge d'or

- Club le Bonheur, Limoges
- Club le Réveil, Fournier
- Nation Area Seniors, Fournier
- Club Renaissance, St-Isidore
- Club André Deguire, St-Albert

Clubs Optimistes

- Club optimiste de Limoges
- Club optimiste de St-Albert
- Club optimiste de St-Isidore

Section B

Les groupes suivants, localisés à l'extérieur de la municipalité de La Nation, recevront la moitié du montant remis aux groupes indiqués dans la section A :

- Club optimiste de Casselman
- Club d'âge d'or de Casselman (Club 60)



**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX
POLITIQUE NUMÉRO: AD-2018-01
DATE D'APPROBATION : 5 février 2018**

Annexe B

Section A – Information de l'organisation

Nom de l'organisation : Click here to enter text.

Adresse postale : Click here to enter text.

Numéro de téléphone: Click here to enter text. Fax ou courriel: Click here to enter text.

Nom de la personne ressource : Click here to enter text.

Numéro tél. de la personne ressource : Click here to enter text. Courriel : Click here to enter text.

Section B – Sommaire de la demande

Votre demande est pour: Une activité / événement; Activités pour l'année;
À noter qu'un seul don sera remis par organisation par année.

Montant demandé : Click here to enter text. \$

Si le montant est plus que l'année précédente, veuillez justifier : Click here to enter text.

Nom de l'activité ou liste des activités : Click here to enter text.

Description de l'activité ou liste des activités : Click here to enter text.

Date de début / fin de l'activité ou dates des activités : Click here to enter text.

Endroit(s) de l'activité / des activités : Click here to enter text.

Est-ce que vous chargez un frais d'admission? Oui / Non, le frais est Click here to enter text. \$.

Décrire comment la contribution de La Nation sera-t-elle reconnue : Click here to enter text.

Si la somme remise à l'organisme est plus de 500 \$, il est requis d'envoyer un rapport décrivant comment les fonds ont été utilisés pour votre événement ou vos événements.

Le cas échéant, l'organisme consent à remettre un rapport au Conseil de La Nation : Oui / Non

Signature du requérant

Date

N'oubliez pas de soumettre votre activité à communication@nationmun.ca afin qu'elle puisse être ajoutée à notre calendrier des événements communautaire!

Type: Ordinaire / Regular

Date: 28 mars / March 28 2022

Résolution No.:

134 2022

Proposée par/Moved by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

Appuyée par/Seconded by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

RAPPORT CL-04-2022 DONNS CLUBS
OPTIMISTE ET CLUBS D'ÂGE D'OR

Qu'il soit résolu qu'un don de \$ 300⁰⁰ soit remis aux Clubs d'âge d'or et Optimiste, tel que décrit à l'annexe A de la politique AD-2018-01, provenant du compte de don _____.

Qu'il soit aussi résolu qu'un don de \$ 150⁰⁰ soit remis au Club 60 (Casselman) et le Club Optimiste de Casselman, conformément à la politique AD-2018-01, provenant du compte de don _____.

REPORT CL-04-2022 DONATION TO
SENIORS' CLUBS AND OPTIMIST CLUBS

Be it resolved that a donation of _____ \$ be given to the Optimist and Seniors' Clubs, as listed in Annex A of Policy AD-218-01, to be taken from the _____ donation account.

Be it also resolved that a donation of _____ \$ be given to the Casselman Optimist Club and Club 60 (Casselman), in accordance with Policy AD-2018-01, to be taken from _____ donation account.

500⁰⁰ optimiste.
250⁰⁰ optimiste de Casselman

Recorded Vote/Vote Enregistré

	<u>Yea</u>	<u>Nay</u>
Marie-Noëlle Lanthier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Alain Mainville	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Danik Forgues	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Francis Brière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
François St-Amour	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

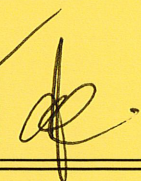
Cette résolution est:

This resolution is:

Adoptée/Carried

Rejetée/Defeated:

Modifiée/Amended:



DÉCLARATION D'INTÉRÊT / DISCLOSURE OF INTEREST

Nom / Name: _____ a (ont) déclaré ses (leur) intérêts, laissé son (leur) siège(s) et quitté la salle du Conseil./Disclosed his (her, their) interest, vacated his (her, their) seat(s) and left Council chambers.

Greffière
Clerk

Julie Langlois-Caisse

From: Riceville Agricultural Society [REDACTED]
Sent: 21 février 2023 22:26
To: Josée Brizard; Aimée Roy; Julie Langlois-Caisse
Subject: New submission from Donation Request

Donation request form

Organization's Name

Riceville Agricultural Society

Mailing Address

1320 Concession 10
Curran, Ontario K0B 1C0
Canada
[Map It](#)

Telephone

[REDACTED]

Contact person's name

[REDACTED]

Telephone

[REDACTED]

Email

ricevillefair@gmail.com

Section B - Application Summary

Your request is for

- Activities for the year

Amount Requested

2500.00

If the amount is more than the amount previously given, please justify

We are looking forward to another great year of events and improvements to our grounds/ facilities to better serve and attract patrons.
The monies will be put towards lighting for safety around the grounds and inside our Show hall as a next step in Show hall improvements.

Name of activity or list of activities

Back Yard BBQ
July 15th

3 day annual Fair
August 25-27

Description of activity / activities' summary:

Live music, BBQ, games, fireworks

Traditional fair activities
(See website for details)

Activity Start Date

08/25/2023

Location of activity / activities

4029 County Road 16, Riceville Ontario

Is admission free?

- Yes
- Other

If yes, what is the admission fee?

BBQ Fees are different depending on what part of the event you wish to take part in. \$60, \$15, or free. Fair \$15-\$8 depending on age per day

Describe how The Nation will be recognized during your event(s)?

Signage on grounds - directly on a set event (Horse ring), Social Media via our Facebook, any pictures that are taken during the chosen event will be set with signage in background.

If the amount requested is more than \$1,000.00, please explain how the money will be used. A financial report may be requested by Council.

Please see above answer to question regarding "justifying the change in rate".

If applicable, the organism consents to sending a report to The Nation Council

Yes

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2023-02-21

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Community Living- Stormont	Cornwall	Respiratoire	COVID	2023-02-21		2023-02-21
Heritage Heights	Cornwall	Respiratoire	COVID	2023-02-21		2023-02-21
Jardins Belle Rive	Rockland	Respiratoire	COVID	2023-02-21		2023-02-21
Rockland Manor	Rockland	Respiratoire	Coronavirus (PAS COVID)	2023-02-15	2023-02-17	2023-02-17
Centre d'Accueil Roger Séguin	Clarence-Creek	Respiratoire	COVID	2023-02-15		2023-02-15
Cornwall Community Hospital - 2600 POD	Cornwall	Respiratoire	COVID	2023-02-15		2023-02-15
Villa St-Albert	St-Albert	Respiratoire	COVID	2023-02-13		2023-02-13
Glen Stor Dun Lodge (Dundas Unit)	Cornwall	Respiratoire	COVID	2023-02-13		2023-02-13
Parisien Manor	Cornwall	Respiratoire	COVID	2023-02-13		2023-02-13
St-Joseph's Continuing Care Centre – Cobey House	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-02-10		2023-02-10
Champlain Long Term Care	L'Original	Respiratoire	VRS	2023-02-09		2023-02-09
Maxville Manor	Maxville	Respiratoire	Enterovirus & Rhinovirus	2023-02-08	2023-02-17	2023-02-17
The Palace Long Term Care	Alexandria	Respiratoire	VRS	2023-02-08	2023-02-17	2023-02-17
Community Living- Dundas	Morrisburg	Respiratoire	COVID	2023-02-07	2023-02-14	2023-02-14
Cornwall Community Hospital - 1600 POD	Cornwall	Respiratoire	COVID	2023-02-07	2023-02-14	2023-02-14
Woodland Villa - Moulinette Unit	Long Sault	Respiratoire	VRS	2023-02-06	2023-02-15	2023-02-15
Centre d'Accueil Roger Séguin	Clarence-Creek	Entérique	Inconnu	2023-02-06	2023-02-21	2023-02-21
Heartwood Long Term Care - Second Floor	Cornwall	Respiratoire	COVID	2023-02-06	2023-02-21	2023-02-21
Cornwall Community Hospital 2500 POD	Cornwall	Respiratoire	COVID	2023-02-06	2023-02-14	2023-02-14
Pinecrest Nursing Home	Plantagenet	MSRA	MSRA	2023-02-06		2023-02-06
Valoris Lafèche	Plantagenet	Respiratoire	COVID	2023-02-03		2023-02-03
Heritage Heights	Cornwall	Respiratoire	Inconnu	2023-02-03	2023-02-06	2023-02-06
Hawkesbury General Hospital -C2 East	Hawkesbury	Entérique	Inconnu	2023-02-03	2023-02-11	2023-02-13
Rockland Manor	Rockland	Respiratoire	COVID	2023-02-03	2023-02-13	2023-02-13

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Woodland Villa - Farran/Yellow Unit	Long Sault	Respiratoire	COVID	2023-02-01	2023-02-16	2023-02-16
St-Joseph's Continuing Care Centre - Mantle and Kane House	Cornwall	Entérique	Norovirus	2023-02-01		2023-02-03
St-Joseph's Continuing Care Centre (Quinn House)	Cornwall	Entérique	Norovirus	2023-02-01	2023-02-16	2023-02-16
St. Joseph Continuing Care Centre - McNeil House	Cornwall	Entérique	Norovirus	2023-02-01	2023-02-15	2023-02-15
St-Joseph's Continuing Care Centre - Albert House	Cornwall	Entérique	Norovirus	2023-02-01	2023-02-14	2023-02-03
Heartwood LTC – Oak Hill Unit	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-01-31	2023-02-08	2023-02-08
Heritage Heights	Cornwall	Respiratoire	COVID	2023-01-25	2023-02-14	2023-02-14
Garden Villa Retirement Home	Chesterville	Entérique	Inconnu	2023-01-19	2023-02-13	2023-02-13
St Joseph's Continuing Care (Macdonell House)	Cornwall	Entérique	Norovirus	2023-01-17	2023-02-06	2023-02-06
Lancaster Long Term Care	Lancaster	Respiratoire	COVID	2023-01-16	2023-02-13	2023-02-13

Définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement

À partir du 3 février 2022, la définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés parmi les résidents et/ou le personnel/autres visiteurs dans une résidence, chacun avec un test PCR OU un test moléculaire rapide OU un test antigène rapide positif, ET qui sont reliés par un lien épidémiologique, dans une période de 10 jours.

Activité grippale dans la région

Des cas sporadiques d'influenza A et B sont signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)
- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)

- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)
- [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)





February 9, 2023

In This Issue

- Sign up for AMO webinar on housing and homelessness.
- Call for applications to fill AMO Board vacancies.
- One Call Administrative Penalty Regime webinar.
- 2023-2024 Seniors Community Grant applications.
- New Community Transit Technology Guide available.
- Intake open for Rural Economic Development funding.
- Streamline Development Approval Fund deadline extended.
- Municipal Modernization Program implementation deadline extended.
- Ontario Small Urban Municipalities Conference (OSUM) - April 26-28.
- OSUM Conference: Exhibitor information.
- AMO Conference 2023: Exhibitor and sponsorship information.
- New dates available for AMO's Land Use Planning training.
- Strengthen your leadership: AMO's New Councillor Training.
- Save the date for AMO-LAS 2023 Energy Symposium: November 2 - 3.
- New dates available for AMO's Navigating Conflict for Elected Officials training.
- Canoe - your municipal buying partner.
- Canoe vendor spotlight: Cemen Tech.
- Do you countertop compost? Don't miss this webinar!
- Think spring training with LAS!
- electHER Now spring learning series: *Finding My Place, Balance & Confidence*.
- AdvantAge Ontario Long-Term Care webinar for councillors.
- Careers: ONE, Ottawa, Halton, Richmond Hill, Greater Sudbury, and Toronto.

AMO Matters

On February 28, AMO will host a webinar on its policy around housing and homelessness. Open to municipal elected officials and staff. To register, please [click here](#).

AMO is soliciting applications to fill seven Caucus vacancies on the AMO Board of Directors; positions for elected officials and municipal employees are open. Application package can be found [here](#). Deadline: February 10, 2023.

Provincial Matters

On February 13, Ontario One Call will host a webinar reviewing changes to the regulation and AMP system. [Register here](#).

Apply between January 11 - March 6 for Seniors Community Grants to support the delivery of programs and learning opportunities for seniors. Applications will be accepted through the [Transfer Payment Ontario](#) site.

The Ministry of Transportation has published a [Transit Technology Toolkit](#) for small and medium sized municipalities, indigenous communities, and transit systems. The kit

helps communities to navigate new transit technologies. For more information, contact: mto.smart.mobility@ontario.ca.

A new intake for Rural Economic Development (RED) funding is open until February 23. For more information, click [here](#).

The SDAF deadline has been extended from February 28, 2023 to November 1, 2023. Contact municipal.programs@ontario.ca with any questions.

The deadline for implementation of projects approved under Intake 3 of the MMP has been extended to December 1, 2023.

Eye on Events

Registration is now open for *Springtime in Paris*, April 26 - 28, 2023. Brant County is hosting the first Ontario Small Urban Municipalities (OSUM) Conference since 2019 inviting municipal leaders from small urban municipalities to this important event.

Information on how vendors can participate in the Ontario Small Urban Municipalities Conference (OSUM) is now available. Please [click here](#) for the full package and application form.

Information on participating at AMO 2023 as an exhibitor and/or sponsor is now available. Full details are [here](#).

AMO's Foundations in Planning and Deeper Dive training prepares elected officials in understanding planning concepts and requirements as well making strategic decisions on the complex issues you will face over the coming term. Register [here](#) and [here](#).

AMO training examines the realities, responsibilities, challenges and opportunities of municipally elected officials in today's context. Essential information on legislation, policy, roles, responsibilities and managing relationships are only some of the things attendees will gain insight and tools on. Register today for [New Councillor training](#).

Following on the success of the 2022 AMO-LAS Energy Symposium, this in-person event will once again bring information and insight to all the energy issues on your mind. Information on the location of the Symposium, registration and how to submit a proposal to present is coming soon.

Navigating Conflict for Elected Officials training is an opportunity to gain skills in building collaborative relationships and negotiating difficult ones in your role as an elected municipal official. This virtual, interactive workshop, explores the constructs, traps and pitfalls of conflict relationships, why relationships may go wrong and how to approach, plan and execute relationships successfully using practical tips, tools and real-world examples. [Register here](#).

LAS

The [Canoe Procurement Group](#) was built by municipalities for municipalities. As a not-for profit, they are your key buying partner offering products you use everyday - from Aggregates to Zambonis. Take a minute to see how Canoe will work for you. [Contact Simon](#) for more info.

Here we grow again! New Canoe vendor [Cemen Tech](#) offers a range of concrete mixing and silo products for all your municipal construction needs. [Contact Simon](#) to learn more.

[Register now](#) for our Countertop Composting webinar on February 15 - an interesting take on kitchen waste and just one of several in our spring webinar series. [Check out our events page](#) for this and other webinars coming soon.

Don't forget about spring training this year. LAS has a [catalogue of workshops](#) to meet your energy training needs. [Contact Christian](#) to learn more and schedule your custom workshop.

Municipal Wire*

Finding My Place, Balance & Confidence is a 3 part online learning series from electHER Now: February 28, March 28 and April 25 (7 to 8:30pm). Eight panelists + one Senator discuss municipal life. [Register here](#).

[Registration](#) is open for AdvantAge Ontario's free Long-Term Care orientation webinar for municipal councillors. The webinar will be February 15 from 12-1pm. A [brief](#) on municipalities and LTC is also available.

Careers

[Board Coordinator - ONE Investment](#). Provides legislative support to facilitate effective operations of ONE's Boards and Committees and prepares and distributes meeting notices, agendas, reports; takes and prepares minutes for both public and closed meetings. Deadline: 4:00 PM February 17. Email applications to: careers@amo.on.ca.

[Director, Housing - City of Ottawa](#). Accountable for developing and maintaining strategic business and community partnerships to respond to the City's housing requirements. [Apply online](#) by March 2.

[Senior Project Manager, Allocation - Region of Halton](#). Administers and develops programming that ensures the timely development and implementation of various strategies required to support approved growth. [Apply online](#) by February 17.

[Municipal Integrity Commissioner - City of Richmond Hill](#). Responsible for administering the Council Code of Conduct and assists in maintaining ethical standards. Apply to stephen.huyccke@richmondhill.ca by March 2.

[Manager of Solid Waste Support Services - City of Greater Sudbury](#). Responsible for assisting the Director of Environmental Services in the preparation and execution of the Business Plan. Apply to hrjobs@greatersudbury.ca by March 3.

[Budget and Operations Analyst - City of Toronto](#). Analyze PPO's budget information to support the preparation, review, analysis, forecasting, implementation and monitoring of budgets and financial reports. [Apply online](#) by February 28.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario
ONE Investment
Media Inquiries
Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





February 16, 2023

In This Issue

- AMO releases pre-budget submission.
- AMO member resolution campaign on homelessness.
- AMO housing and homelessness webinar on February 28.
- 2023 PJ Marshall Municipal Innovation Award - Call for submissions.
- 2023-2024 Seniors Community Grant applications.
- New Community Transit Technology Guide available.
- Intake open for Rural Economic Development funding.
- OSUM Conference: Registration and accommodations are open.
- OSUM Conference: Exhibitor information.
- AMO Conference 2023: Exhibitor and sponsorship information.
- New dates available for AMO's Land Use Planning training.
- Strengthen your leadership: AMO's New Councillor Training.
- Save the date for AMO-LAS 2023 Energy Symposium: November 2 - 3.
- New dates available for AMO's Navigating Conflict for Elected Officials training.
- Canoe vendor spotlight: Rosenbauer.
- Book your road/sidewalk survey today.
- Talking ambulances with the Canoe webinar series.
- Blog: Win your Excel Battle.
- Careers: ONE, Cambridge, Simcoe, Brampton, and Thames Centre.

AMO Matters

AMO presented our [Pre-Budget Submission to the Standing Committee on Finance and Economic Affairs](#). Municipal councils and DSSABs are encouraged to support the Submission's key messages on housing and homelessness.

AMO encourages municipalities and DSSABs to consider passing a resolution ahead of the provincial budget (anticipated late March), calling on the province to end homelessness. A [resolution template](#) is available.

On February 28, AMO will host a webinar on its policy around housing and homelessness. Open to municipal elected officials and staff. To register, please [click here](#).

The Peter J. Marshall Municipal Innovation Award recognizes municipal governments demonstrating excellence in the use of innovative approaches to improve capital or operating efficiency. Full information is [located here](#).

Provincial Matters

Apply between January 11 - March 6 for Seniors Community Grants to support the delivery of programs and learning opportunities for seniors. Applications will be accepted through the [Transfer Payment Ontario](#) site.

The Ministry of Transportation has published a [Transit Technology Toolkit](#) for small and medium sized municipalities, indigenous communities, and transit systems. The kit helps communities to navigate new transit technologies. For more information, contact: mto.smart.mobility@ontario.ca.

A new intake for Rural Economic Development (RED) funding is open until February 23. For more information, click [here](#).

Eye on Events

Springtime in Paris is hosted by the County of Brant, April 26 - 28, inviting municipal leaders from small urban municipalities to this important event. [Register today](#) for the Ontario Small Urban Municipalities Conference and book your [accommodations](#) by March 25 to take advantage of conference rates.

Information on how vendors can participate in the Ontario Small Urban Municipalities Conference (OSUM) is now available. Please [click here](#) for the full package and application form.

Don't miss out on the opportunity to exhibit or sponsor at the 2023 AMO Conference - the largest municipal conference in Ontario. Full details on how your organization can participate is located here [here](#).

AMO's Foundations in Planning and Deeper Dive training prepares elected officials in understanding planning concepts and requirements as well making strategic decisions on the complex issues you will face over the coming term. Register [here](#) and [here](#).

AMO training examines the realities, responsibilities, challenges and opportunities of municipally elected officials in today's context. Essential information on legislation, policy, roles, responsibilities and managing relationships are only some of the things attendees will gain insight and tools on. Register today for [New Councillor training](#).

Following on the success of the 2022 AMO-LAS Energy Symposium, this in-person event will once again bring information and insight to all the energy issues on your mind. Information on the location of the Symposium, registration and how to submit a proposal to present is coming soon.

Navigating Conflict for Elected Officials training is an opportunity to gain skills in building collaborative relationships and negotiating difficult ones in your role as an elected municipal official. This virtual, interactive workshop, explores the constructs, traps and pitfalls of conflict relationships, why relationships may go wrong and how to approach, plan and execute relationships successfully using practical tips, tools and real-world examples. [Register here](#).

LAS

Rosenbauer has secured additional contracts with the [Canoe Procurement Group](#), this time in the Airport Runway and Emergency Equipment category. Save time and money purchasing Panther, Airwolf, ARFF, and custom chassis equipment to keep your airport safe. [Contact Simon](#) to learn more.

It may not feel like it, but spring will be here soon! If a road or sidewalk survey is on your to-do list this year the [LAS Road and Sidewalk Assessment](#) service can help. [Contact Tanner](#) for a free, no-obligation quote and find out how this program can help you optimize your assets.

Ambulances are critical to community safety but sourcing them can be a challenging and expensive activity. [Register for our webinar](#) to learn about ambulance procurement options, including refurbishment and remounting - part of the Canoe webinar series. Be sure to check out our [other upcoming webinars](#).

Excel is useful as a data analytic tool for municipal staff, but do you find staff is still struggling to perform basic functions? [Our blog focuses](#) on how to delete blank cells quicker and smarter.

Careers

[Board Coordinator - ONE Investment](#). Provides legislative support to facilitate effective operations of ONE's Boards and Committees and prepares and distributes meeting notices, agendas, reports; takes and prepares minutes for both public and closed meetings. Deadline: 4:00 PM February 17. Email applications to: careers@amo.on.ca.

[Strategic Initiatives and Policy Specialist - City of Cambridge](#). Participates in the development and implementation of the corporate performance management framework; supports government relations and policy review. Deadline: February 24.

[Supervisor, Accounting \(Capital Assets\) - County of Simcoe](#). Responsible for supervising staff and performing financial requirements within their portfolio, including accounting, budgeting, forecasting. Deadline: February 27.

[Advisor, Special Projects, Public Works & Engineering - City of Brampton](#). The role is to ensure strategic priorities and values of the City are developed and supported. Deadline: February 27.

[Chief Administrative Officer - Municipality of Thames Centre](#). the CAO is responsible for the strategic leadership and efficient delivery of all the Municipality's administrative and operational services. Deadline: 4:00 pm, March 1.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





À: Conseil municipal de La Nation
De: Brendan Jacobs, Coordonnateur du programme ALUS Est de l'Ontario
Date: 10 février, 2023
Sujet: Introduction au programme ALUS Est de l'Ontario

À propos d'ALUS

ALUS est une organisation caritative nationale qui fournit une expertise, des ressources et un soutien financier direct à un réseau de 35 collectivités à travers six provinces où plus de 1 400 productrices et producteurs agricoles instaurent et conservent des solutions fondées sur la nature sur leurs terres pour fournir des services écosystémiques visant à soutenir l'agriculture et la résilience des collectivités, tout en luttant contre la perte de la biodiversité et le changement climatique au profit des communautés et des générations futures.

ALUS Est de l'Ontario

ALUS est arrivé dans l'Est de l'Ontario en 2012. Aujourd'hui, ALUS Est de l'Ontario fonctionne généralement dans la juridiction des Offices de protection de la nature de la Nation sud et de la région Raisin. Le programme est dirigé par le Comité consultatif de partenariat (CCP) local avec l'aide de son entité juridique, l'Office de protection de la nature de la région Raisin. Le CCP est composé de dix membres issus des communautés agricoles ainsi que plusieurs membres d'organisations partenaires qui servent une fonction consultative sans droit de vote. ALUS Est de l'Ontario soutient l'établissement, la gestion et le maintien d'une variété de types de projets novateurs et durables tels que des zones humides et des structures dissuasives pour les castors, le contrôle de l'érosion, des zones tampons, des brise-vent, des prairies, des pratiques de pâturage modifiées, des clôtures d'exclusion du bétail, et plus.

ALUS et nos municipalités partagent beaucoup de priorités communes, telles que l'utilisation durable des terres, une eau plus propre, et des communautés résilientes. Jusqu'à présent, nous avons eu le privilège de nous associer avec 62 propriétaires pour établir 138 projets sur 783 acres dans l'Est de l'Ontario.

Veuillez trouver un document contenant de l'information supplémentaire ci-joint. ALUS Est de l'Ontario sera en contact avec votre municipalité cette année pour demander l'opportunité d'offrir une présentation à votre Conseil municipal comprenant de plus ample information au sujet des opportunités offertes aux fermiers locaux par ce programme. N'hésitez pas à me contacter si vous avez aucunes questions ou si vous aimeriez se rencontrer pour discuter au sujet de ce programme.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Brendan Jacobs".

Brendan Jacobs
Coordonnateur
ALUS Est de l'Ontario

CCP actuel d'ALUS Est de l'Ontario:

Glen Mackey, Président
Marc Bercier, Vice-président
John Van Turnhout, Président sortant
William Robertson

Kurt MacSweyn
Jacqueline Pemberton
Bill Smirle
Ian Walker
Stephen Burgess
Rene Lalonde

Qu'est-ce qu'ALUS?

ALUS (à l'origine, un acronyme pour Alternative Land Use Services) est une organisation caritative nationale qui offre de l'expertise, des ressources et un soutien financier direct à un réseau de 35 collectivités à travers six provinces où plus de 1400 productrices et producteurs agricoles instaurent et conservent des solutions fondées sur la nature sur leurs terres. C'est ainsi qu'ils fournissent des services écosystémiques qui contribuent à soutenir l'agriculture et à lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité, au bénéfice des communautés et des générations futures.



Zone humide

Des projets tels des zones humides, des haies brise-vent, des zones tampons riveraines, des habitats fauniques, des pratiques agricoles adaptatives et autres solutions écologiques permettent d'assainir l'eau, d'accroître la biodiversité, de séquestrer le carbone, de lutter contre l'érosion, d'atténuer les effets des inondations et des sécheresses, de créer des habitats pour les pollinisateurs et la faune et de fournir d'autres services écosystémiques.

ALUS Est de l'Ontario

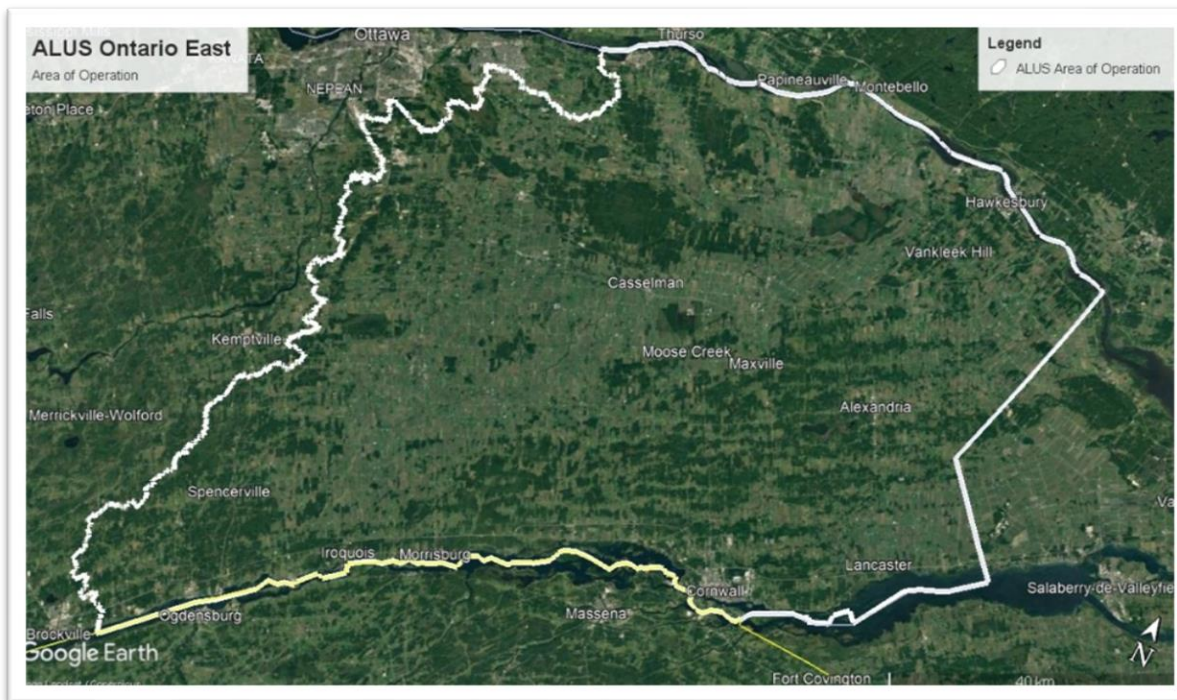
ALUS est arrivé dans l'Est de l'Ontario en 2012. Aujourd'hui, ALUS Est de l'Ontario fonctionne dans la juridiction des Offices de protection de la nature de la région Raisin et de la Nation sud. Le programme est dirigé par le Comité consultatif de partenariat (CCP) local avec l'aide de son entité juridique, l'Office de protection de la nature de la région Raisin. Le CCP est composé de membres issus des communautés agricoles et environnementales locales.



Zone tampon

ALUS Est de l'Ontario travaille avec les agriculteurs et les éleveurs pour améliorer les services écosystémiques sur les zones marginales, inefficaces et fragiles et sur les terres qui peuvent être gérées différemment grâce à des projets qui conviennent le mieux à leurs activités agricoles. Les participants au programme ALUS reçoivent un paiement annuel pour chaque acre inscrit au programme en échange de la gestion et de l'entretien de projets qui augmentent les services écosystémiques au profit de leur exploitation agricole et de la communauté au sens large. ALUS est un système volontaire et non contraignant, ce qui permet une plus grande souplesse dans la conception de projets adaptés à toute

exploitation agricole. Le programme est toujours à l'affût d'idées de projets intéressants et novateurs qui permettront de réunir l'agriculture et la nature.



Zone d'opération d'ALUS Est de l'Ontario

Avantages généraux

- ALUS place les collectivités locales au centre de la politique de conservation.
- ALUS engage agriculteurs et éleveurs en tant que partenaires environnementaux dans le paysage en exploitation et reconnaît le rôle important qu'ils jouent en tant que gardiens de la terre.
- ALUS nous fait bénéficier des avantages de la nature, tels que : eau plus propre, air plus pur, contrôle de l'érosion et des inondations, habitats pour les pollinisateurs, les poissons et la faune.
- ALUS crée des améliorations paysagères réelles et durables sans réglementations coûteuses.
- ALUS offre une valeur marchande équitable pour les biens et services écologiques.

Financement du programme

Le programme ALUS Est de l'Ontario est financé par ALUS et au niveau local par des fondations privées, des sociétés, les gouvernements fédéral et provincial, ainsi que des programmes d'intendance locaux ou des groupes communautaires. Les agriculteurs locaux participants fournissent des contributions financières et en nature pour établir et maintenir des projets d'intendance sur leurs propriétés, jouant ainsi un rôle essentiel dans le succès global du programme. ALUS Est de l'Ontario reconnaît leurs efforts

d'intendance et s'efforce de les augmenter en compensant certains des coûts associés à l'établissement, à la gestion et à l'entretien de ces projets.

Comité consultatif de partenariat (CCP)

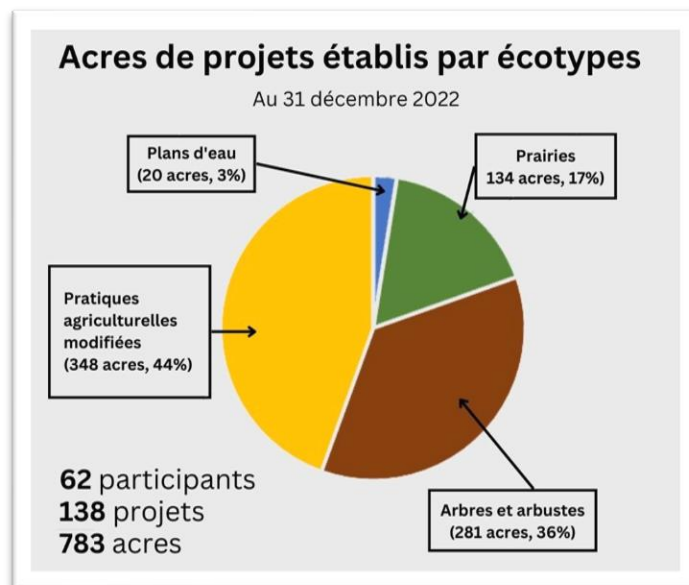
Le Comité consultatif de partenariat (CCP) d'ALUS Est de l'Ontario supervise la coordination et la mise en œuvre du programme ALUS au sein de la collectivité locale. Le CCP est composé d'agriculteurs locaux ainsi que de conseillers sans droit de vote provenant de diverses organisations agricoles, environnementales et communautaires. Actuellement, le CCP est composé de 10 membres votants, qui sont tous des agriculteurs répartis dans la zone d'opération d'ALUS Est de l'Ontario.

Les membres agriculteurs du comité fournissent une orientation sur les priorités d'intendance, le budget, les approbations de projets, les paiements pour la gestion et l'entretien, et la sensibilisation. Les membres consultatifs actuels sont des représentants de la section Stormont Dundas et Glengarry de l'Ontario Woodlot Association, la Conservation de la Nation Sud, l'Office de protection de la nature de la région Raisin, Canards Illimités Canada, le ministère de l'Agriculture, de l'alimentation et des affaires rurales, et d'ALUS.

Résumé des projets

ALUS Est de l'Ontario soutient l'établissement, la gestion et le maintien d'une variété de types de projets novateurs et durables. Ceux-ci incluent entre autres :

- Zones humides
- Structures dissuasives pour les castors
- Contrôle de l'érosion
- Zones tampons, brise-vent et forêts comestibles
- Exclusion du bétail avec d'autres sources d'eau
- Prairies, coupe de foin retardée, et pratiques de pâturage modifiées



Par le 31 décembre 2022, ALUS Est de l'Ontario a eu le privilège de s'associer avec **62 propriétaires** pour établir **138 projets** sur **783 acres** dans l'Est de l'Ontario.

Les huit principes fondamentaux d'ALUS

1. **ALUS est développé par la communauté** : Le programme ALUS est flexible. Il est conçu pour être adapté par les collectivités locales afin de respecter les priorités agricoles et environnementales locales et de contribuer à créer une résilience rurale.
2. **ALUS est livré par les agriculteurs** : Les producteurs agricoles apportent des solutions importantes à certains des défis environnementaux les plus pressants de notre époque, notamment le changement climatique et la perte de biodiversité.
3. **ALUS est fondé sur la science** : Fondé sur des principes scientifiques solides et des lignes directrices en matière de vérification, ALUS fournit un soutien unique et une expertise technique pour la conception et la mise en œuvre de projets d'infrastructures naturelles et de solutions fondées sur la nature.
4. **ALUS est axé sur le marché** : Les services écologiques produits par les projets ALUS ont une valeur économique sur le marché, qu'ALUS développe activement. Les citoyens, les entreprises et les donateurs investissent directement dans la gouvernance environnementale.
5. **ALUS est intégré** : Le programme ALUS vise à compléter les programmes de conservation existants, y compris les cadres stratégiques du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux.
6. **ALUS est ciblé** : Le programme ALUS produit des services écosystémiques sur des parcelles marginales et écologiquement sensibles et sur des terres pouvant être gérées de manière différente.
7. **ALUS est responsable** : Les projets ALUS sont contrôlés, vérifiés et audités de manière indépendante par des organisations agricoles de confiance et des institutions crédibles. La collecte des données respecte les normes les plus élevées en matière d'intégrité et de confidentialité des données.
8. **ALUS est un programme volontaire** : Les agriculteurs et éleveurs qui choisissent de participer au programme ALUS disposent d'accords flexibles qui conviennent à leur exploitation et leur offrent une compensation financière pour la gestion de leur écosystème.

Pour en savoir plus

Pour plus de renseignements, veuillez visiter le site ALUSOntarioEst.ca ou contactez:

Brendan Jacobs

Coordonnateur, ALUS Est de l'Ontario
(613) 938-3611
Brendan.Jacobs@rrca.on.ca



West Nipissing Ovest

Joie de vivre

The Corporation of the Municipality of West Nipissing
La Corporation de la Municipalité de Nipissing Ovest
101-225, rue Holditch Street, Sturgeon Falls, ON P2B 1T1

P/T (705) 753-2250 (1-800-263-5359)
F/TC (705) 753-3950

February 9, 2023

Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building
Queen's Park
Toronto ON M7A 1A1

SENT VIA E-MAIL

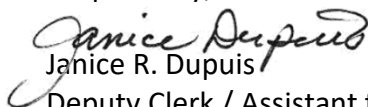
Honourable Premier Ford:

SUBJECT: BILL 23 – MORE HOMES BUILT FASTER ACT

At its meeting held on February 7, 2023, Council for the Municipality of West Nipissing passed resolution **2023/38**, a copy of which is attached hereto. The resolution supports the concerns expressed by municipalities throughout the province as it relates to the negative impacts of *Bill 23 – More Homes Built Faster Act*.

We trust the enclosed is self-explanatory.

Respectfully,


Janice R. Dupuis
Deputy Clerk / Assistant to the
Chief Administrative Officer

\Encl.

cc: Minister of Municipal Affairs and Housing
MPP for Nipissing Timiskaming
Association of Municipalities of Ontario
all Ontario municipalities



CORPORATION OF THE MUNICIPALITY OF WEST NIPISSING

Council and Committee of the Whole Meeting

Resolution # 2023/38
Title: Support resolution for Bill 23
Date: February 7, 2023

Moved by: Councillor Jérôme Courchesne

Seconded by: Councillor Anne Tessier

WHEREAS the Government of Ontario recently passed Bill 23, More Homes Built Faster Act, 2022 without providing meaningful or adequate opportunity for municipalities to provide input on ways to increase the supply of housing and to improve housing affordability in Ontario while ensuring the financial capacity of municipalities to support growth and protection of the environment;

AND WHEREAS Bill 23 will have significant negative impact on, green standards, environmental protection of wetlands, conservation, social housing and other significant areas of concern;

AND WHEREAS Bill 23 will negatively impact municipalities' ability to manage growth, fund essential services and provide new infrastructure for the community resulting in fewer affordable housing units and putting pressure on the municipal tax rate by freezing, reducing, and exempting fees and development charges;

AND WHEREAS Bill 23 will have a negative environmental impact by removing the Conservation Authority's ability to review and consult on developments impacting natural heritage and conservation;

AND WHEREAS Bill 23 will result in reduced parkland for municipalities;

AND WHEREAS Bill 23 will open up the Greenbelt for development when the Greenbelt should remain an environmentally protected area so it can continue to help with flood control, provide clean air, and protect us from natural disasters;

AND WHEREAS a preliminary analysis of Bill 23 by the Association of Municipalities of Ontario (AMO) indicates the transfer of up to \$1 billion a year in costs from private sector developers to property taxpayers without any likelihood of improved housing affordability while also undermining environmental protection;

AND WHEREAS a growing number of municipalities have joined in expressing their concern with the negative impacts of Bill 23;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED:

1. That the Municipality of West Nipissing formally express its opposition to Bill 23 in its current form and that this resolution be forwarded to the Premier of Ontario, the Minister of Municipal Affairs and Housing Steve Clark, and MPP for Nipissing Timiskaming, John Vanthof;
2. That a copy of this resolution also be sent to the Association of Municipalities of Ontario, and all Ontario municipalities.

CARRIED

CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE NIPISSING OUEST

Réunion du Conseil et Comité plénier

Résolution # 2023/38
Titre: Résolution d'appui au projet de la loi 23
Date: le 7 février 2023

Proposé par: Councillor Jérôme Courchesne

Appuyé par: Councillor Anne Tessier

ATTENDU QUE le gouvernement de l'Ontario a récemment adopté le projet de loi 23, Loi de 2022 pour plus de logements construits plus rapidement, sans offrir aux municipalités une occasion significative ou adéquate de donner leur avis sur les moyens d'accroître l'offre de logements et d'améliorer l'abordabilité des logements en Ontario tout en assurant la capacité financière des municipalités à soutenir la croissance et la protection de l'environnement;

ATTENDU QUE le projet de loi 23 aura des répercussions négatives importantes sur les normes vertes, la protection environnementale des terres humides, la conservation, le logement social et d'autres sujets de préoccupation importants;

ATTENDU QUE le projet de loi 23 aura une incidence négative sur la capacité des municipalités à gérer la croissance, à financer les services essentiels et à fournir de nouvelles infrastructures à la collectivité, ce qui entraînera une diminution du nombre de logements abordables et exercera des pressions sur le taux d'imposition municipal en gelant, en réduisant et en exonérant les frais et les redevances d'aménagement;

ATTENDU QUE le projet de loi 23 aura un impact négatif sur l'environnement en supprimant la capacité de l'office de protection de la nature d'examiner et de consulter les développements ayant une incidence sur le patrimoine naturel et la conservation;

ATTENDU QUE le projet de loi 23 entraînera une réduction des parcs pour les municipalités;

ATTENDU QUE le projet de loi 23 ouvrira la Ceinture de verdure au développement alors que la Ceinture de verdure devrait demeurer une zone protégée sur le plan environnemental afin qu'elle puisse continuer à contribuer à la lutte contre les inondations, à fournir de l'air pur et à nous protéger contre les catastrophes naturelles;

ATTENDU QU'une analyse préliminaire du projet de loi 23 par l'Association des municipalités de l'Ontario (AMO) indique le transfert de coûts pouvant atteindre 1 milliard de dollars par année des promoteurs du secteur privé aux contribuables fonciers sans aucune probabilité d'amélioration de l'abordabilité du logement tout en compromettant la protection de l'environnement;

ATTENDU QU'un nombre croissant de municipalités se sont jointes à eux pour exprimer leurs préoccupations face aux répercussions négatives du projet de loi 23;

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT RÉSOLU,

1. Que la Municipalité de Nipissing Ouest exprime officiellement son opposition au projet de loi 23 dans sa forme actuelle et que la présente résolution soit transmise au premier ministre de l'Ontario, au ministre des Affaires municipales et du Logement, Steve Clark, et au député provincial de Nipissing Timiskaming, John Vanthof;
2. Qu'une copie de la présente résolution soit également envoyée à l'Association des municipalités de l'Ontario et à toutes les municipalités de l'Ontario.

ADOPTÉ

Feb 14/23

Municipalité de La Nation

Membre du Conseil

Nous avons appris la bonne nouvelle concernant le pavé pour le chemin du Théâtre.

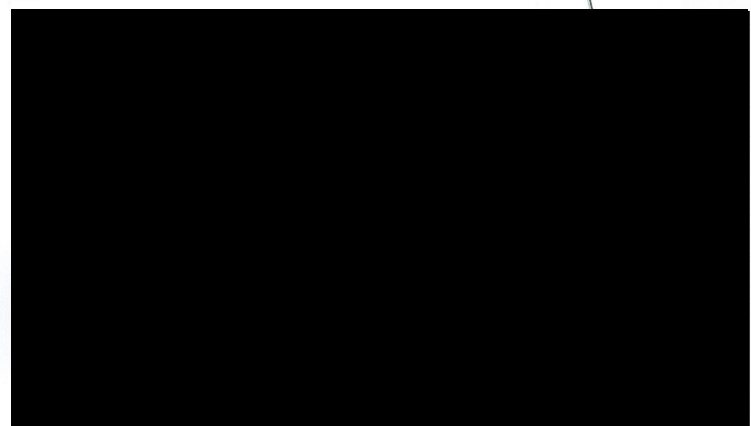
Il n'y a pas de mots pour vous remercier et les résidents ont appréciée cette bonne nouvelle pour 2023.

C'est évident que les sauts seront réduits en le complètent dans une année et tout les marcheurs seront mieux protégés.

Au nom de tous les résidents
Merci.

Conrad Lamadelle

Municipalité de la Nation
Reçu
15 FEB 2023
Received
The Nation Municipality





17 février 2023

Bonjour Josée

Tout récemment, lors de la fin de semaine du 4 et 5 février dernier, deux évènements organisés par LFPR, ont remporté de beaux succès!

👉 Tout d'abord, le **Bootcamp Jeunes leaders au féminin** a réuni près d'une quinzaine de jeunes filles leaders de la communauté de Prescott et Russell pour toute la fin de semaine. À l'horaire: réflexions individuelles, activités créatives, surprises, réalisations en groupe, et deux nuits à l'hôtel! Les filles sont reparties avec des outils concrets pour faire une différence dans leur communauté, tout en s'appuyant sur leurs forces, leurs motivations et leurs aspirations. Toutes les participantes furent unanime: à refaire! 😊

Un gros merci à nos partenaires financiers qui ont rendu possible cette belle fin de semaine : **Femmes et Égalité des genres Canada, C'est ta communauté – CTC d'Embrun, Club Optimiste d'Hawkesbury et l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne.**

👉 Puis, le dimanche 5 février, 11 femmes se sont rassemblées en personne à Rockland pour participer à la formation sur la Gouvernance Synergique, donnée dans le cadre **des formations "Gouvernance au féminin"**. Que ce soit pour les administratrices de CA en devenir ou pour les plus aguerries du groupe, elles sont toutes reparties très satisfaites et prêtes pour participer aux autres formations à venir. Entre autres, des notions touchant les rôles et obligations légales d'une administratrice, les principaux outils d'encadrement en gouvernance et le schéma d'une organisation dynamique furent données aux participantes.

Merci à **Femmes et Égalité des genres Canada, la Commission de formation de l'est ontarien et à Discitus, notre formateur.**

À NE PAS MANQUER

Lors de la formation du mardi 21 février, il sera question de :

- Les 5 disciplines de la Gouvernance Synergique
- L'identification des pistes d'amélioration et d'opérationnalisation de la gouvernance.



JE RÉSERVE MA PLACE
POUR LE 21 FÉVRIER

Formation

2e PARTIE

**La Gouvernance Synergique :
pour un fonctionnement efficace
de l'organisation**

Mardi le 21 février de 17 h 30 à 21 h - EN LIGNE

GRATUIT

FORMATIONS À VENIR EN MARS

Formation

**Les conversations et
rétroactions difficiles**

MARDI 7 MARS DE 17 H 30 À 21 H - EN LIGNE

GRATUIT

Cette formation intitulée "Conversations et rétroactions difficiles" abordera 3 thèmes principaux, soit:

1. Connaître l'impact et les éléments de préparation d'une conversation difficile
2. S'outiller pour dire les vraies choses, avec tact et respect
3. Développer la confiance pour aborder des discussion difficiles

JE RÉSERVE MA PLACE

Formation

**Les 8 dimensions du
leadership féminin**

DIMANCHE 26 MARS DE 9 H À 17 H - EN PERSONNE

GRATUIT

Cette formation intitulée "Les 8 dimensions du leadership féminin en gouvernance" a pour objectifs de :

1. Augmenter votre confiance en soi ; maîtriser sa pensée et calibrer ses actions
2. Développer vos capacités de leadership
3. Renforcer vos capacités pour s'exprimer et communiquer avec clarté, maîtrise et assurance

JE RÉSERVE MA PLACE

PROGRAMME DE BOURSES JEUNESSE - Avenir égalitaire 2023, un sommet sur l'égalité des genres

Les demandes pour le **programme de bourses jeunesse du sommet Avenir égalitaire 2023** sont maintenant acceptées! Les bourses sont offertes aux personnes de 18 ans (en date du 1er mai 2023) de 30 ans (en date du 31 décembre 2023), mais une préférence sera accordée aux candidatures* qui travaillent ou font du bénévolat ou un stage pour : des initiatives qui favorisent

l'avancement de l'égalité des genres et la justice sociale au sein de communautés canadiennes; des initiatives qui travaillent pour la santé, les droits et le bien-être des femmes; des organisations locales/communautaires/bénévoles; et des entités possédant un petit budget d'exploitation.

EN SAVOIR PLUS

POUR ALLER + LOIN

"La misogynie, une discrimination méconnue qui touche les femmes noires"

Article de Francesca Mérentié (12 février 2023)

La misogynie est une double discrimination, à la fois sexiste et raciste, vécue uniquement par les femmes noires. Peu connu, ce terme a été créé en 2008 par l'universitaire américaine Moya Bailey qui, à l'époque, était une étudiante. Des Canadiennes afro-descendantes dénoncent cette forme de discrimination.

"Cocorico : les gars, faut qu'on se parle"

Essai de Mickaël Bergeron (30 janvier 2023)

Mickaël Bergeron nous arrive avec un cri de ralliement pour ses semblables, dans lequel il plaide pour un véritable leadership au sein de la masculinité, qui contribuerait à remettre en question des normes, comportements et politiques sociales. Il estime que les féministes se tapent tout le boulot et que les hommes ne font pas leur part. Une question le guide : « Vous n'êtes pas tannés, les gars, de tout ce bordel ? ».

"Nos mutineries - Réponses imparables aux idées reçues sur le féminisme"

Bande dessinée par Eve Cambreleng et Blanche Sabbah (mars 2022)

Cet album propose une riposte aux principaux arguments antiféministes. Le combat féministe est en pleine expansion et le monde de la BD s'enrichit de nombreux ouvrages sur le sujet. Eve Cambreleng et Blanche Sabbah, deux jeunes dessinatrices très actives sur Instagram, se sont associées afin de créer un album pédagogique à mettre en toutes les mains. "Nos Mutineries", entre la bande dessinée et l'essai, se compose d'une douzaine de chapitres mettant en lumière les arguments à opposer aux remarques anti-féministes. Alliant dérision et démonstrations sourcées, l'ouvrage, pleinement pédagogique, est à la portée de toutes et tous.

L'équité à l'horizon - Manifeste pour des collectivités équitables, sécuritaires et solidaires en francophonie canadienne

Alliance des femmes de la francophonie canadienne (2022)

Signer le manifeste est l'un des moyens les plus puissants afin de consolider nos efforts de revendications pour lutter contre le masculinisme et la francophobie. Le seul objectif de ce manifeste est d'améliorer, par chaque action, la vie des femmes, des filles et des personnes de diverses identités de genre dans l'ensemble de notre francophonie! Ce document a vu le jour grâce à la collaboration de nombreuses organisations, d'individus et de personnes alliées. Les actions sont issues de la richesse des échanges, de la confrontation de plusieurs perspectives et de l'intégration d'expériences concrètes. L'objectif de cocréer un manifeste est de partager une vision d'une société juste et équitable avec l'ensemble des communautés francophones et acadiennes.

QUI SOMMES-NOUS?

Leadership féminin Prescott-Russell (LFPR) est le seul organisme dédié au leadership féminin en Ontario français. LFPR appuie le développement du leadership d'une diversité de voix féminines afin d'augmenter leur pouvoir d'influence sur l'évolution de la collectivité, vers une société égalitaire.

Le mandat de l'organisme s'articule autour de trois piliers d'intervention: **Politique au féminin**, **Gouvernance au féminin** et **Leadership jeunesse au féminin**.

JE VEUX EN SAVOIR PLUS

LFPR est fière de recevoir l'appui financier de Femmes et Égalité des genres Canada.



Femmes et Égalité
des genres Canada

Women and Gender
Equality Canada

Dans le but de respecter la loi canadienne antipourriel C-28, nous vous demandons de bien vouloir **confirmer votre consentement** à recevoir nos communications courriel telles que :

- Bulletin électronique
- Promotion
- Concours
- Etc.

Pour ce faire, vous n'avez qu'à cliquer sur le lien suivant :

[Je consens à recevoir les communications courriel de LEADERSHIP FÉMININ PRESCOTT-RUSSELL](#)

Veillez prendre note qu'en l'absence d'un consentement de votre part, vous pourriez être retiré de notre liste d'envoi sans avis.



1870 chemin de la Baie, L'Original ON K0B 1K0
actionchamplain.communications@gmail.com

The Honourable Steven Guilbeault
Minister of Environment and Climate Change
Fontaine Building 12th floor
200 Sacré-Coeur Blvd
Gatineau QC K1A 0H3
Telephone: 819-938-3813
ministre-minister@ec.gc.ca
ec.ministre-minister.ec@canada.ca
minister-ministre@iaac-aeic.gc.ca
dominic.cormier2@ec.gc.ca
cc: The Impact Assessment Agency of Canada information@iaac-aeic.gc.ca

Via Email: February 20th, 2023

Dear Minister Guilbeault,

Re: Your response to our petition for the Designation of a proposed cement plant project near L'Original, Ontario as a Designated Project under the Impact Assessment Act (2019)

Action Champlain is in receipt of your November 2, 2022 letter stating that you have rejected Action Champlain's request to designate the proposed Colacem Inc. cement plant ("the Project") as a designated project for assessment under the Canadian Impact Assessment Act ("the Act").

Action Champlain hereby requests that you reconsider your decision and designate the Project for assessment under the Act. Based on legal advice received, Action Champlain takes the view your decision is not correct in law and further is not a reasonable decision in the circumstances.

Following our meeting with the Impact Assessment Agency of Canada, we disagree strongly with most of the arguments that they presented in their slide-deck for rejecting our petition. Please see the Appendix at the end of this letter for details of where we believe that they erred.

In our opinion, the IAA does not seem to have given any credence to the validity of our 240 page Designation Request support document. Specifically, we feel that the IAA did not:

- take into account the Material change in the Project's geographic area which increased by over 312% in 2021
- verify that consultation had effectively occurred with Indigenous communities listed by the proponent
- realize the extent of cumulative effects on the environment, on critical habitats, on migratory birds and on species at risk on the expanded geographic area and beyond
- realize that transboundary pollution into Quebec will be very significant

- verify the greenhouse gas emissions that the project will cause by having heavy duty diesel transport trucks driving over 9.5 million kilometres a year
- consider the fact that the project would be emitting 832,942 metric tonnes a year of greenhouse gas from the kiln operation alone for the next 50 years, for a total of 42Mt

Minister Guilbeault, if you read our comments below, you may truly appreciate the scale of the problem and the urgency to prevent the environmental catastrophe that is about to happen if there is not an impact assessment conducted under your authority.

First, your letter states that “Since there have been no material changes to the Project, there is no basis to revisit the former Minister’s determination”.

Action Champlain takes the view that this finding is demonstrably incorrect. Since your 2018 review, the Proponent expanded the geographic area covered by the Project, in 2021, from 56 hectares to 174 hectares to include its adjacent quarry lands. Significant woodlands and wetlands on the quarry lands will be destroyed in order to mine limestone required to produce cement at the proposed cement plant. Action Champlain maintains that the fact that the estimated cement production is not proposed to increase by virtue of the inclusion of the quarry lands in the project is not relevant. What is relevant is that environmental and other impacts of the Project will be greater due to inclusion of the quarry lands in the Project. That is a material change in circumstances that obliges you to revisit the former Minister’s determination. As pointed out in our Petition, it changes the scope of the Project.

Second, your letter states that “there were both provincial and federal regulatory mechanisms in place to . . . provide opportunities for . . . Indigenous participation.”

This is a fundamental and egregious misstatement of the Crown’s constitutional and international legal obligations with respect to consulting with Indigenous nations on proposed developments.

Article 32 (2) of The United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples--which Parliament has affirmed pursuant to the eponymous statute enacted last year--provides that “States shall consult and cooperate in good faith with the Indigenous peoples concerned . . . in order to obtain their free and informed consent prior to the approval of any project affecting their lands or territories, particularly in connection with the development, utilization or exploitation of mineral, water, or other resources.”

Further, the Supreme Court of Canada has held in numerous decisions that the Crown has a constitutional duty to consult Indigenous nations on proposed development projects to a standard that far exceeds merely providing opportunities for Indigenous participation.

You have also been informed directly by Grand Chief Victor Bonspille of the Mohawk Council of Kanesatake, that no such consultations with their First Nation have occurred to date. Kanesatake is the nearest First Nations community to the Project, located 50 kilometers downwind and downstream from the Project site.

Third, we strongly believe that the project will be exceeding air quality standards almost daily and we know that the IAA cannot refute this statement if they refer to our petition. We also believe that there will be massive episodic acidification and episodic pollution within a minimum radius of 20 kilometres from the project (well into Quebec and the Ottawa River).

These have the potential to extensively contaminate or destroy the environment, affecting critical habitats, migratory bird species, aquatic species, fish and fish habitats, **all of which are within federal jurisdiction**. Furthermore, 15 of the pollutants that will be emitted by the project are extremely persistent, can bio-accumulate for years, and are toxic or carcinogenic. They have the potential to accumulate in plants, milk, fish, native birds, migratory birds, meat and eggs.

Fourth, interprovincial and international transports are issues that we feel are extremely important and they were not addressed in the Impact Assessment Agency's slide deck¹ other than being listed in the table on page 15 "Effects raised in 2022 Letter". **We believe that they are within federal jurisdiction**.

Annually, a total of 207,792 tonnes of gypsum, petroleum coke and bauxite will be imported by cargo ships in Montreal ports and up to 811,195 tonnes of cement powder will be exported from Montreal ports to international or national destinations. To and from the Project's site, the raw materials or finished products will be carried by 35 tonnes heavy duty diesel transport trucks. **These will have transboundary impact in the province of Quebec, possibly in other provinces and internationally.**

Fifth, the greenhouse gas emissions (GHG) from the Project were not seriously considered by the IAA, in our opinion. Effectively, following the facts presented in our petition, **the IAA deliberately chose to believe the proponent's figures despite our proofs** that there were numerous and serious errors in the documents that they had received from the proponent.

We assert that GHG emissions from the Project will be at least as high as the provincial benchmark for an average Ontario cement plant, not including the GHG produced by 35 tonne transport trucks driving 9,598,127 kilometers a year or the GHG emissions of cargo ships.

This Impact Assessment is required to examine the extent to which the Project contributes to or detracts from Canada improving its sustainability or achieving its international commitment with respect to climate change.

¹ Discussion with Action Champlain – November 22, 2022. L'Original Cement Plant Project. Impact Assessment Agency of Canada. 16 pages. File: 2022-11-22_Presentation to Action Champlain.pdf

The population has spoken to you through letters from all 8 lower tier municipalities of the United Counties of Prescott and Russell (UCPR), the upper tier municipality of the UCPR, the Eastern Ontario Health Unit, Grand Chief Bonspille of the Mohawks of Kanesatake, as well as neighbouring municipalities in Québec and others who voiced their demand. All the signatories and the population that they represent deserve to have an accurate, thorough, and comprehensive Impact Assessment done on this project before construction occurs.

We like to believe that you have the power to rebuild public trust in your government.

Action Champlain therefore requests that you reconsider our petition on its merits.

Respectfully yours,

Elaine Demers
Director
Action Champlain

cc.

[Right Hon. Prime Minister Justin Trudeau](#)

[Hon. Joyce Murray, Minister of Fisheries and Oceans](#)

[Hon. Marc Miller, Minister of Crown-Indigenous Relations](#)

[Hon. Benoit Charette, Ministre, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Québec](#)

[Hon. David Piccini, Minister of the Ministry of the Environment, Conservation and Parks, Ontario](#)

[Francis Drouin, Member of Parliament, Glengarry-Prescott-Russell \(Ontario\), Parliamentary Secretary to the Minister of Agriculture and Agri-Food](#)

[Alexandre Boulerice, Membre of Parliament, Rosemont—La Petite-Patrie \(Quebec\)](#)

[Stéphane Lauzon, Member of Parliament, Argenteuil—La Petite-Nation \(Québec\), Parliamentary Secretary to the Minister of Rural Economic Development](#)

[Terence Hubbard, President, Impact Assessment Agency of Canada](#)

[Grand Chief Victor Bonspille Mohawk Council of Kanesatake](#)

APPENDIX

Our comments concerning the slide deck from the Impact Agency file: 2022-11-22_Presentation to Action Champlain.pdf²

1- On page 7.

The IAA states that "Direct loss of fish habitat will occur due to the removal of two drainage ditches during construction"

This is a gross understatement. Numerous drainage ditches and the Drain Charlebois itself will be destroyed on the west and north side of the expanded 174 hectares lot of the Project (see Appendix 6, Section 4 of our petition).

2- Also on page 7.

The IAA states that "Stormwater management would be designed according to Provincial design requirements"

We believe that the Project has not anticipated and has not taken into account the excess precipitations and the extreme weather conditions that happen regularly now. Consequently, the risks of potential overflow, overspill, discharge, and runoff of contaminated water are extremely high in any given year, and several times within a year. The contaminated water could flow directly in the Drain Charlebois which then drains directly into the Ottawa River or runoff could first get into the quarry and then be accidentally pumped into the Drain Charlebois (see Appendix 6, Section 7). The quarry has a permit to pump water with a maximum volume of 6,336,000 litres per day which represents 2,312,640,000 litres per year into the drain Charlebois and there does not seem to be any contingency measures in place to prevent accidentally pumping contaminated water from the quarry into the Drain Charlebois.

3- On page 8.

The IAA refers to the Provincial Environmental Compliance Approval (air) (ECA).

As described in our Petition (Appendix 4), it has been proven that the ECA (air) was granted based on numerous errors, omissions and misrepresentation within the proponent's documents submitted. The Agency's response refers only to compliance of regulations post-construction and does not contribute to making an informed decision on this major project BEFORE construction.

This project requires an impartial, credible and complete assessment in order to ascertain figures. We firmly believe that this will bring to light emission figures that will greatly surpass those submitted by the project proponent.

We believe that no agency, institution or organisation has any idea of the magnitude of the emission levels that will be discharged by this Project, let alone their potential adverse effects. So, how could they comply with an ECA based on grossly underestimated values?

² Discussion with Action Champlain – November 22, 2022. L'Original Cement Plant Project. Impact Assessment Agency of Canada. 16 pages. File: 2022-11-22_Presentation to Action Champlain.pdf

4- Also on page 8.

The IAA writes “The Province received further assessment from the proponent to demonstrate contaminants will not leave province, and that there will be no cumulative effect with other local projects”.

The “will not leave province” statement is, in our opinion, speculation rather than factual since it is not based on facts, on science and on objective values (see Section 7.3.1, 7.12, and Appendix 4 of our petition for full details). Not knowing any of the level of emissions, it is impossible for the proponent to claim that contaminants will not leave the province. **In fact, we firmly believe that emissions will strongly impact the province of Quebec and that snow melt will cause episodic acidification and episodic pollution within Quebec also.**

5- Also on page 8.

The IAA also writes “there will be no cumulative effect with other local projects”.

The statement is totally erroneous in our opinion. First, the emissions from the cement plant should be cumulated with the quarry emissions, the lime plant emissions and the asphalt plant emissions which are all on the same geographic lot. Furthermore, there is also a heavy industry less than 4 km east of the Project, the Ivaco Rolling Mills steel plant facility which emits 23 different pollutants, most of which are cumulative with the emissions produced by the Project.

In fact, using dioxins and furans as an example, Ivaco emitted 1.5755 g TEQ of dioxins and furans in 2017 while the proponent, if it had been in production then, would have emitted 0.536 g TEQ. Their combined emissions would have totalled 2.1115 g TEQ which would have made their **cumulative emissions greater than any of the 123 other smoke stack emitters of dioxins and furans in all of Canada in 2017³.**

6- Also on page 8.

The IAA writes “Further, the proponent has committed to fulfill the notification obligations for the Canada-United States Air Quality Agreement”. This is seriously questionable because neither the proponent nor the IAA **truly realize how much emissions will be discharged.**

7- On page 9 (Concerning greenhouse gas emissions (GHG))

The IAA writes that “Predicted total greenhouse gas emissions 783 kilotonnes of carbon dioxide equivalents per year.”

We strongly question this statement. First and foremost because the proponent has systematically underestimated emissions and its air quality expert, under oath, admitted of having confused United States short tons with metric tons (a 10.2% underestimation error)⁴. Metrication in

³ National Pollutant Release Inventory (NPRI)- Explore National Pollutant Release Inventory data <https://www.canada.ca/en/environment-climate-change/services/national-pollutant-release-inventory/tools-resources-data/exploredata.html>

⁴ Decision delivered by N.P. Robinson and order of the tribunal. Local Planning Appeal Tribunal - Tribunal d'appel de l'aménagement local. Issue Date: April 12, 2021. Case No(s):PL170756 <https://olt.gov.on.ca/tribunals/lpat/e-decisions/> and search for PL170756

Canada began in 1970, more than 50 years ago. It is difficult to believe that this type of errors would be made in the twenty-first century.

These errors undermine the credibility of any facts, values, and reports that Colacem has submitted to obtain their Environmental Compliance Approval, including greenhouse gas emission calculations (see Appendix 4 of our petition for full details).

The Member of the Local Planning Appeal Tribunal even wrote in his Decision⁴:

[40] . . . The Tribunal . . . notes that additional errors were revealed in subsequent cross examination.

[45] Mr. Capstick’s correction under oath implies that he may have misstated the conservativeness of his model to the MECP which granted the ECA.

According to our own calculations, using the mass balance that Colacem provided to a referee reviewing their project on behalf of the United Counties of Prescott-Russell in 2016, they will be emitting 832,942 tonnes a year of GHG. We used the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) methodology to estimate GHG emissions (see Section 7.4.5 of our petition and Appendix 1, Section 4.10, and Appendix 7).

According to the proponent’s cover letter that was submitted to you through their counsel, Colacem’s claims that their annual GHG emissions will be 783,702 tonnes a year based on maximum production. Considering the lack of credibility of most of the proponent’s emission calculations (see Appendix 4 of our petition) and until their calculations have been validated by independent experts, it remains unsubstantiated in our opinion and it is very likely erroneous. We believe that our GHG emission calculations are more accurate.

The IAA also did not take into account the GHG that the heavy duty diesel transport trucks will be emitting. According to our conservative calculations, we estimate that there will be a yearly total of 94,076 truck trips (return trips included) outside of the Colacem’s site to deliver cement powder or to collect raw material driving 9,598,127 kilometers a year, of which more than 60% will be driven in the province of Quebec.

8- Also on page 9

The IAA wrote “This will provide a price incentive to reduce greenhouse gas emissions and spur innovation while maintaining competitiveness and protecting against carbon leakage.”

We do not agree at all with this statement because of the federal government Output-Based Pricing System where cement plants are eligible to be reimbursed for 95% of the carbon taxes collected. It is likely that a similar system will be implemented by the Ontario government.

Even if Colacem used zero-carbon sources of energy to heat the kiln, it will still emit 519,480 metric tonnes a year of greenhouse gas from the limestone calcination process alone. In 2023, if the plant was operating at full capacity, this would represent a financial burden of over

\$32,000,000 that would have to be assumed by Canadian taxpayers. Colacem would have to pay \$1,688,310 (see Appendix 7, Section 6 of our petition). This is equivalent to putting 112,930 gasoline combusting cars on the road every year for the next 50 years. This represents a total of 26 Mt of GHG for the first 50 years that the plant will be operational, if they were to use green energy only, otherwise, the cumulative GHG will be 42 Mt.

9- On page 10

The IAA states that “Effects on migratory birds would be addressed through standard mitigation measures”.

- a) For this Project, we believe that no agency, institution or organisation can make that claim since nobody has any idea of the magnitude of the emission levels that will be discharged by the Project, let alone their potential adverse effects. Consequently, how can the IAA be certain that “*standard mitigation measures*” will be sufficient?
- b) Furthermore, the **spring snow melt effect, which will release pollutants that will have accumulated on the snow for 4 to 5 months, has not been taken into consideration.** See also our **Third** comment at the top of this letter.
- c) Snow melt also coincides with the period when migratory birds reach our region. You even referred to the presence of migratory birds on the site (Page 10 of your slide deck, “47 bird species, 35 of which were migratory bird species, were observed on property, all commonly-observed species”). **Migratory bird species are within federal jurisdiction, along with aquatic species and fish and fish habitat.** All of those will likely incur adverse effects, whether they are **on the Project site or within a 20 kilometres radius from the Project, which includes the Province of Quebec.**

These are some of the reasons why an Impact Assessment should be done. This represents an important contamination risk to migratory birds which has not been considered but which is very real. We also believe that standard mitigation measures cannot alleviate the environmental contamination that follows snow melts.

10- On page 11

Considerations – Indigenous Communities has been covered by our **second** comment at the top of this letter. The Kanasatake community stated that they were not consulted.

The IAA states “The proponent conducted archaeological studies according to Provincial requirements and addressed these considerations in project design.” However, **this is no longer true.** While preparing this reply, we re-examined the Archaeological Assessment that the Proponent had commissioned. Although the area surveyed for the Stage 1 Archaeological Assessment only covered 32% of the current Project geographical lot, some artifact was found in this very small area⁵:

⁵ Colacem - Witness Statement - Bradley Drouin (Archaeology) - 18Sep2020.PDF

“This study concludes that the property in question has confirmed potential for the recovery of pre-historic materials. A celt was observed in situ in the northwest corner of the property.” Page 35 of⁵

A Stage 2 Archaeological Assessment was further conducted, but only in the area south of the Drain Charlebois (40 hectares, 23% of the Project area) although the identified Aboriginal site was located north of the Drain Charlebois. Page 8 of⁵.

We believe that more Aboriginal archaeological materials are likely to be within the geographical area of the Project (174 hectares) and that it will be destroyed by the Project.

11- On page 12

The IAA states “ECCC advised the Agency that there was no Critical Habitat identified for any terrestrial species within 8 km of the proposed Project site”.

We believe that there are Critical Habitats and species at risks within 20 km or more of the Project and that they all will be affected.

- a) We consider that the snow accumulation of pollutants will be important, at a minimum, within a radius of 20 kilometres from the Project, possibly 50 km or more ***which is another reason why*** an Impact Assessment should be done. As presented in previous sections, snow melt will likely release extremely contaminated water which will have an impact on Critical Habitats beyond the 8 km stated above and on species at risks.
- b) Possibly the snow melt release of pollutants will be limited in time to several weeks but the sudden and excessively high level of pollutants being released could be extremely detrimental to these habitats and to all species at risks within a minimum radius of 20 kilometres from the Project; both in Ontario and in Quebec.
- c) We believe that there are up to 14 species at risk on the Project itself. Even the person that did Colacem’s field inventory/survey mentioned that some endangered, threatened and special concern species might be in the “significant woodland” present either on the section of the property that she did not survey or on properties adjacent. The same could be said for the wetlands on the Project’s lot or adjacent to the lot. Considering that there were no surveys conducted on the majority of the Project lot that will be destroyed, the presence of any of these 14 species thriving there cannot be ruled out (see Appendix 6 of our petition).

12- Also on page 12

The IAA states “Two species listed under Schedule 1 of the Species at Risk Act were between 1 km to 2 km from the proposed Project site”. These species are very likely on the Project’s lot but thorough and extensive surveys would be required to rule out their presence or absence. For these reasons, the IAA cannot rule out the presence of endangered or at risk species on the Project. In fact, we believe that there are up to 14 species at risk in the section that will be destroyed in the Project lot which, since 2021, is 174 hectares and not the 56 hectares in the original Nature Canada Designation request.

The snow melt effect will also have an impact on species at risks within at least a radius of 20 km.

13- On page 13

The IAA states “No evidence from publicly available information or in the request that the Project has changed since 2018”. We totally disagree with this statement. Please see our **first** comment at the top of this letter.

Also, using publicly available information which your Agency did receive from Colacem on November 26, 2018, using our petition, and using the decision delivered in 2021 by N.P. Robinson and order of the Local Planning Appeal Tribunal⁴, it should be apparent that the initial scale of this Project has substantially changed from its initial emission and environmental impact assessment. A total Project that, **for some of the pollutants, will be emitting 1,200% more in cumulative emissions** than what was initially submitted to the Ministry of the Environment, Conservation and Parks (MECP) and initially presented in Colacem’s reports. This is why; again, we believe that no agency, institution or organisation has any idea of the magnitude of the emission levels that will be discharged by the Project. The scale of this Project has changed **dramatically** since it went from a regulated ECA with a known level of emissions to one that is purely speculative with no identified limits as far as emission levels are concerned. **This makes it a different Project.**

14- On page 14

The IAA writes “Is there important new information regarding potential adverse effects of the Project within federal jurisdiction or adverse direct or incidental effects? No”

We completely disagree as clearly identified in our petition. On the expanded lot of the Project, of which a total of more than 100 hectares will be destroyed, there are 15 federally listed species at risk that are or could be in the previously un-surveyed area. Until a full impact assessment is conducted, complemented by thorough and extensive surveys, the IAA cannot claim that there will not be potential adverse effects of the Project within federal jurisdiction or adverse direct or incidental effects. **Our submitted Designation Request clearly made the IAA aware that the previous information was erroneous. The IAA answer should have consequently been YES.**

In the case of migratory birds, spring snow melt can release relatively sudden and excessive level of contaminants that have been accumulating for 4 to 5 months. This phenomenon often coincides with the period when migratory birds reach our region. This **cumulative emission** of contaminants should not be ignored since it will expose migratory birds to pollutants levels far above what is considered acceptable. **The same reasoning applies to acid rain and to the 15 pollutants that can be bio-accumulated, as discussed in our third comment at the beginning of our letter.**

Migratory bird species are within federal jurisdiction, along with aquatic species and fish and fish habitat. All of those will likely incur adverse effects because of snow melt, whether they are on the Project site or within a considerable radius from the Project, which includes the Province of Quebec. We think that this is information that had not been considered previously and that it warrants to be thoroughly investigated through an Impact Assessment.

15- Also on page 14

The IAA writes “The points raised in the letter as “new information” relate to the proponent’s air emission models, which were used to support the application for the provincial ECA”.

We disagree with this statement. At the time, your Agency believed that emissions would be within acceptable limits. Errors, omissions and misrepresentation were only discovered during the Local Planning Appeal Tribunal⁴: (see Appendix 4 of our petition for full details).

We consider that **the IAA cannot have any idea of the magnitude of the emission levels that will be discharged by the Project**; consequently they cannot claim that there will not be any adverse effects. Wrong emission values and models were used, which resulted in portraying the Project as being 1,200% smaller than it will really be, from a cumulative emission and activities point of view (see Appendix 4 in our petition). This is an altogether different Project from an ECA or other point of view as far as emissions and cumulative emissions are concerned. **This is one of the reasons why an Impact Assessment should be done.**

16- Also on page 14

The IAA writes “Potential environmental effects raised in the correspondence had already been considered in the 2018 request, or are not effects considered under ss. 9(1) of IAA.”

We totally disagree. The Project portrayed in 2018 and the actual Project are two significantly different projects geographically (now 312% greater area), in scale of cumulative emissions (1,200% more for some pollutants), in identified species at risks (14 species) since the area that will be destroyed is more than three times what it was portrayed originally, and because we have demonstrated that there will be transboundary effects in the Province of Quebec and significant pollutants release in a radius of 20 km or more from the Project. We believe that the IAA does not have any idea of the magnitude of the emission levels that will be discharged by the Project, let alone their adverse effects. This is different than in 2018 when your Agency believed that the Project was presented as it would be operating. **This is one of the reasons why a complete, impartial, and thorough impact assessment separate from the proponent’s should be done.**